



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN  
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 25 MARS 2015  
GEMEENTERAAD VAN 25 MAART 2015

REGISTRE  
REGISTER

**Présents**  
**Aanwezig**

Michel Eylenbosch, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;  
Françoise Schepmans, *Bourgmestre/Burgemeester* ;  
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s/Schepenen* ;  
Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberri, Mohammadi Chahid, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivia P'Tito, Gerardine Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Shazia Manzoor, Tania Dekens, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhoulfi, Ahmed Barro, Hassan Ouassari, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Jacques De Winne, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Badia El Belghiti, Pierre Vermeulen, Khadija El Hajjaji, Hassan Rahali, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:00  
Opening van de zitting om 19:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

25.03.2015/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**  
**Remplacement de Madame Khadija TAMDITI, conseillère communale en congé de maternité - Prestation de serment de Monsieur Ahmed Barro.**

LE CONSEIL,

Considérant que Madame Khadija TAMDITI a demandé d'être remplacée de son poste de conseillère communale durant son congé de maternité;

Considérant que le conseil communal a pris connaissance de sa demande de remplacement en sa séance de ce jour ;

Vu l'article 11 alinéa 2 de la nouvelle loi communale stipulant:

"Le conseiller communal qui veut prendre un congé parental à l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, est remplacé à sa demande adressée par écrit au collège des bourgmestre et échevins, au plus tôt à partir de la septième semaine qui précède la date présumée de la naissance ou de l'adoption jusqu'à la fin de la huitième semaine qui suit la naissance ou l'adoption. L'interruption de l'exercice du mandat est prorogée à sa demande écrite, au-delà de la huitième semaine d'une durée égale à celle pendant laquelle il a continué à exercer son mandat durant la période de sept semaines précédant le jour de la naissance ou de l'adoption".

Considérant que la liste n° 4 ECOLO - GROEN comporte 41 suppléants ;

Considérant que Monsieur Didier COEURNELLE, premier suppléant de la liste n° 4 ECOLO - GROEN, et Madame Rajae MAOUANE, deuxième suppléante de la liste n° 4 ECOLO - GROEN, se sont désistés en vue du remplacement de Madame Khadija TAMDITI durant son congé de maternité ;

Considérant qu'il y a lieu d'appeler Monsieur Ahmed BARRO, troisième suppléant de la liste n° 4 ECOLO - GROEN, en remplacement de Madame Khadija TAMDITI durant son congé de maternité;

Considérant que Monsieur Ahmed BARRO a conservé les conditions d'électorat, qu'il réunit les conditions d'éligibilité prescrites par l'article 65 de la loi électorale communale et qu'il ne se trouve pas dans aucun cas d'incapacité, d'incompatibilité et de parenté prévu par les articles 71 et 73 de la Nouvelle Loi communale ;

ARRETE :

Le nouveau titulaire est admis à entrer en fonction durant le congé de maternité de Madame Khadija TAMDITI et prête entre les mains de Madame la Bourgmestre le serment suivant :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple Belge »

Après quoi il est déclaré installé pour la période qui couvre le congé de maternité de Madame Khadija TAMDITI ;

Le présent procès-verbal, revêtu de la signature du Conseiller communal installé ce jour, sera adressé à l'Autorité de tutelle.

Le Conseiller communal,

Ahmed BARRO

Le Conseil prend acte.

Le Conseil prend acte.  
37 votants : 37 votes positifs.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Vervanging van Mevrouw Khadija Tamditi, gemeenteraadslid in bevallingsverlof -**  
**Eedaflegging van Mijnheer Ahmed Barro.**

De Raad neemt akte.  
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

*Lhoucine Aït Jeddig entre en séance / treedt in zitting*  
*Tania Dekens entre en séance / treedt in zitting*  
*Abdellah Achaoui quitte la séance / verlaat de zitting*

25.03.2015/A/0002 **Département Services généraux et Démographie**  
**Affaires juridiques - Occupation du Stade Edmond Machtens sis rue Charles Malis**  
**61 – Contrat d’occupation et de partenariat entre la commune de Molenbeek-Saint-**  
**Jean et l’ASBL WHITE STAR BRUXELLES – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117, 123, 3° et 9° et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;  
Vu la délibération du collège échevinal de la commune de Molenbeek-Saint-Jean du 26 mai 2014 décidant d’approuver les termes du projet de convention d’occupation précaire d’une durée d’un an relatif aux installations communales reprise sous objet ;  
Vu la délibération du Conseil communal du 4 juin 2014 décidant d’approuver les termes du projet de convention d’occupation précaire d’une durée d’un an relatif aux installations communales précitées ;  
Vu la convention d’occupation précaire d’une durée d’un an relatif aux installations communales sises rue Charles Mails 61 à 1080 Bruxelles signée le 21 juin 2014;  
Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean est propriétaire du complexe sportif situé à 1080 BRUXELLES, Rue Charles Malis, 61, cadastré suivant titre, quatrième division, section C, n° 219/c<sup>2</sup>, 219 t<sup>2</sup> (tribune 2), 219/n (tribune 1), 219/s (conciergerie), 204/z et 202/p, 220 h, 202 v pour une superficie approximative de quatre hectares septante-sept ares, septante-neuf centiares trente-quatre décimilliaires;  
Considérant que le WHITE STAR BRUXELLES est un club de football belge évoluant lors de la saison 2014-2015 en deuxième division du championnat de Belgique de football (*Proximus League*) et est porteur du matricule 5750.  
Considérant que depuis l’année 2014, le WHITE STAR BRUXELLES occupe, en vertu d’une convention d’occupation précaire signée avec la Commune le 21 juin 2014, le Stade Edmond Machtens ;  
Considérant que le Stade Edmond Machtens est également et notamment utilisé par l’Ecole de Formation des Jeunes de Molenbeek-Saint-Jean.  
Considérant que la Commune est intéressée par la présence, sur son territoire, d’un club de football professionnel évoluant au sein de la première ou deuxième division nationale ; qu’outre les effets sociaux, culturels et économiques directs et indirects que cette présence induit, son existence crédibilise l’Ecole des Jeunes à laquelle la Commune est particulièrement attachée ;  
Considérant que la commune est également soucieuse de la préservation de son patrimoine;  
Considérant que les Parties, soucieuses de pérenniser leur partenariat, ont souhaité formaliser leurs relations au travers d’un contrat visant à permettre au WHITE STAR BRUXELLES d’utiliser le Stade Edmond Machtens moyennant la prise en charge des frais de fonctionnement, d’entretien, de préservation, de surveillance et d’aménagement du Stade Edmond Machtens ainsi que le maintien et le développement d’une activité footballistique de première ou deuxième division nationale permettant, notamment, de préserver l’attractivité sportive du Stade Edmond Machtens auprès de la jeunesse molenbeekoise tout en maintenant d’autres activités sportives et sociales déployées au Stade Edmond Machtens par la Commune ou par d’autres partenaires ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 16 mars 2015 ;

DECIDE :

Article unique

D’approuver les termes du contrat d’occupation et de partenariat entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et l’ASBL WHITE STAR BRUXELLES annexé à la présente délibération.

Expédition de la copie de la présente délibération aux Service(s) suivant(s) : B 19 (PRD-004)

Les huit amendements déposés par l'opposition sont rejetés par 21 votes négatifs, 16 votes positifs et 1 abstention.

Les amendements déposés par Madame la Bourgmestre et Monsieur De Block sont adoptés par 26 votes positifs et 12 abstentions.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 22 votes positifs, 14 votes négatifs, 2 abstentions.

---

## **Departement Algemene diensten en Demografie**

### **Juridische Zaken - Bezetting van het Edmond Machtens Stadium gelegen Charles Malisstraat 61 – Contract van bezetting en partnerschap tussen de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek en VZW WHITE STAR BRUSSEL – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de artikels 17, 123, 3<sup>o</sup> en 9<sup>o</sup> en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beraadslaging van het Schepencollege van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek van 26 mei 2014 tot beslissing de bepalingen van het project goed te keuren van de ontwerpovereenkomst voor het tijdelijk gebruik van één jaar betreffende het gemeentelijke gebouw opgenomen in het onderwerp;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 4 juni 2014 tot beslissing van de goedkeuring van de termijn van het ontwerpovereenkomst voor het tijdelijk gebruik van één jaar betreffende de voornoemde gemeentelijke installaties;

Gelet op de overeenkomst voor het tijdelijk gebruik van één jaar betreffende het gemeentelijke gebouw gelegen Charles Malisstraat 61 te 1080 Brussel, ondertekend op 21 juni 2014;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek eigenaar is van het sprotcomplex gelegen te 1080 Brussel, Charles Malisstraat 61, gekadastraerd volgens titel, vierde afdeling, sectie C, nr. 219/c<sup>2</sup>, 219 t<sup>2</sup> (tribune 2), 219/n (tribune 1), 219/s (conciërgewoning), 204/z en 202/p, 220 h, 202 v, voor een oppervlakte van ongeveer vier hectare zevenenzeventig are, negenzeventig centiare vierendertig decimilliare;

Overwegende dat WHITE STAR BRUXELLES een Belgische voetbalclub is die tijdens het seizoen 2014-2015 geëvolueerd is naar de tweede klasse van het Belgisch voetbalkampioenschap (*Proximus League*) met als stamnummer 5750;

Overwegende dat WHITE STAR BRUXELLES, sinds 2014, ten gevolge van een tijdelijke gebruiksovereenkomst ondertekend met de Gemeente op 21 juni 2014, het Edmond Machtensstadion gebruikt;

Overwegende dat het Edmond Machtensstadion eveneens en vooral gebruikt wordt door ECOLE DE FORMATION DES JEUNES DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN;

Overwegende dat de Gemeente interesse heeft om op haar grondgebied een professionele voetbalclub te hebben die binnen de nationale eerste of de tweede klasse evolueert; dat bovenop de rechtstreekse en onrechtstreekse maatschappelijke, culturele en economische effecten dat deze aanwezigheid met zich meebrengt, zijn bestaan ook bevorderlijk is voor de ECOLE DE FORMATION DES JEUNES DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN waaraan deze club bijzonder gehecht is;

Overwegende dat de gemeente eveneens moet waken over de bescherming van haar patrimonium;

Overwegende dat de partijen, die willen dat hun partnership blijft duren, hun relaties wensten te formaliseren door middel van een overeenkomst die WHITE STAR BRUXELLES toelaat gebruik te maken van het Edmond Machtensstadion via tenlasteneming van de werkings-, en onderhoudskosten, kosten voor het toezicht en de

aanleg van het Edmond Machtensstadion alsook het behoud en de ontwikkeling van een voetbalactiviteit van nationale eerste en tweede klasse die er vooral naar streeft de sportieve aantrekkelijkheid van het Edmond Machtensstadion te behouden bij de Molenbeekse jeugd, en dit, door eveneens alle andere sportieve en maatschappelijke activiteiten te behouden die in het Edmond Machtensstadion door de Gemeente of door andere partners beoefend worden;

Op voorstel van het Schepencollege in zijn zitting van 16 maart 2015;

BESLUIT :

Enig artikel

De gebruiks- en partnershipovereenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de VZW WHITE STAR BRUXELLES, die zich bevindt in bijlage van huidige beraadslaging, goed te keuren.

Verzending van een kopie van deze beraadslaging aan de volgende diensten: B 19 (PRD-004).

De acht amendementen ingediend door de oppositie worden verworpen door 21 negatieve stemmen, 16 positieve stemmen en 1 onthouding.

De amendementen ingediend door Mevrouw de Burgemeester en door Mijnheer De Block worden aanvaard door 26 positieve stemmen en 12 onthoudingen.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 22 positieve stemmen, 14 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.

*Abdellah Achaoui entre en séance / treedt in zitting*

*Michel Eylenbosch entre en séance / treedt in zitting*

*Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting*

---

25.03.2015/A/0003 **Département Services généraux et Démographie**  
**Sanctions administratives communales - Règlement Général de Police de la commune de Molenbeek-Saint-Jean du 3 avril 2014 - Conclusion d'un protocole d'accord avec le Parquet de Bruxelles relatif aux infractions de roulage au sens de l'article 3,3° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales - Modification - Ratification.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 119 bis de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales entrée en vigueur le 1er janvier 2014 et plus précisément l'article 23;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions et le modèle du protocole d'accord en exécution de l'article 23 de la loi relative aux sanctions administratives communales ;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement ;

Vu le Règlement Général de Police de la commune de Molenbeek-Saint-Jean du 3 avril 2014 et plus particulièrement son article 121 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Molenbeek-Saint-Jean du 5 janvier 2015 approuvant la conclusion d'un protocole d'accord avec le Parquet de Bruxelles relatif aux infractions de roulage au sens de l'article 3,3° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu la délibération du Conseil communal de la commune de Molenbeek-Saint-Jean du 21 janvier 2015 ratifiant la conclusion d'un protocole d'accord avec le Parquet de Bruxelles relatif aux infractions de roulage au sens de l'article 3,3° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 2 février 2015 approuvant la conclusion d'un protocole d'accord avec le Parquet de Bruxelles relatif aux infractions de roulage au sens de l'article 3,3° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Considérant que le Parquet de Bruxelles a informé les communes de certaines modifications du protocole préalablement transmis aux autorités communales ; que ces modifications doivent faire l'objet d'une approbation des autorités compétentes dans le cadre de la conclusion du protocole d'accord susmentionné ; que les modifications intervenues depuis la dernière réunion du Collège des Bourgmestre et Echevins concernent principalement la forme du texte ; que la mention de fond principale modifiée et concrétisant une compétence conservée au Parquet concerne les infractions de stationnement sur les parkings jouxtant les voies autoroutières (rajout d'un préambule 2 dans le protocole) ; que la commune de Molenbeek-Saint-Jean n'est pas directement concernée par cette modification;

**DECIDE:**

Article Un :

Le Protocole d'accord en matière d'arrêt et de stationnement ci-dessous est approuvé :

**PROTOCOLE D'ACCORD  
RELATIF AUX SANCTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES  
EN CAS D'INFRACTIONS MIXTES  
Infractions de roulage au sens de l'article 3, 3°, de la loi du 24 juin 2013  
relative aux sanctions administratives communales**

**ENTRE :**

La commune de Molenbeek-Saint-Jean, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Madame Françoise SCHEPMANS , Bourgmestre, et Monsieur Jacques DE WINNE, Secrétaire communal, en exécution de la ratification du Conseil communal du .....

**ET**

Le procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, Monsieur Jean-Marc Meilleur ;

**IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :**

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, notamment l'article 23, §1<sup>er</sup>, 5<sup>ème</sup> alinéa, pour ce qui concerne les infractions de roulage ;

Vu les articles 119bis, 123 et 135, §2, de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions au signal C3 constatées exclusivement au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement ;

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

## **A. Cadre légal**

La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (M.B. 1<sup>er</sup> juillet 2013), ci-après dénommée « loi SAC », dispose dans son article 3, 3<sup>o</sup>, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions qui sont déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres sur la base des règlements généraux visés à l'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière.

En l'espèce, l'article 23, § 1er, 5<sup>ème</sup> alinéa, de la loi SAC, rend obligatoire l'établissement d'un protocole d'accord pour le traitement des infractions de roulage au sens de l'article 3, 3<sup>o</sup>, de la même loi.

Lesdites infractions sont par ailleurs reprises dans l'arrêté royal du 9 mars 2014 « relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement » (MB du 20/06/2014).

## **B. Cadre conventionnel**

### **Article 1<sup>er</sup> – Échange d'informations**

- a. Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges.

A cet effet, le procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommés les "magistrats de référence SAC". Les magistrats de référence pourront être contactés par les communes liées par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.

- b. Les coordonnées des magistrats de référence et des personnes de référence au sein des communes sont échangées entre les différents partenaires. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.

- c. Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

### **Article 2. – Traitement des infractions**

**Préambule 1 : Seules les personnes physiques majeures et les personnes morales peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'arrêté royal du 9 mars 2014.**

**Préambule 2 : Il est expressément convenu entre les parties signataires que sont exclues du champ d'application des sanctions administratives communales, les infractions commises et constatées sur les parkings situés le long des autoroutes réglementées par le signal F7 (article 71 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique).**

2.1 Le procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions de roulage ci-après énumérées et les communes concernées s'engagent à traiter les infractions dûment constatées :

Infractions à l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (dénommé «

code de la route »), telles que reprises dans l'arrêté royal du 9 mars 2014 :

### 1. **Infractions de 1<sup>ère</sup> catégorie :**

Articles :

- 22bis, 4°, a)
- 22ter.1, 3°
- 22sexies2
- 23.1, 1°
- 23.1, 2°
- 23.2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3°
- 23.2, alinéa 2
- 23.3
- 23.4
- 24, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, 4°, et 7° à 10°
- 25.1, 1°, 2°, 3°, 5°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°
- 27.1.3
- 27.5.1 – 27.5.2 – 27.5.3
- 70.2.1
- 70.3
- 77.4
- 77.5
- 77.8
- 68.3 (signaux C3 et F103 – infractions constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement)

### 1. **Infractions de 2<sup>ème</sup> catégorie :**

Articles :

- 22.2 et 21.4, 4°
- 24, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 2°, 4°, 5°, 6°
- 25.1, 4°, 6°, 7°

S'agissant des infractions visées ci-dessus, l'original du procès-verbal administratif est adressé directement au fonctionnaire sanctionnateur, à l'exception toutefois de ces procès-verbaux constatant des infractions aux articles 24, al.1<sup>er</sup>, 3°, 25.1, 14° et 27bis dudit code de la route (cfr. point 2.2 ci-après).

Lorsque l'original est adressé au fonctionnaire sanctionnateur, le procureur du Roi en est informé selon les modalités suivantes : un listing est envoyé au parquet, section Police, une fois par trimestre et reprend le numéro de procès-verbal administratif, l'identité du contrevenant, l'adresse du lieu des faits (commune, rue et numéro), ainsi que la marque d'immatriculation.



2.2 Le procureur du Roi s'engage à apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) aux infractions de roulage ci-après énumérées :

Infractions à l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, telles que reprises dans l'arrêté royal du 9 mars 2014 :

1. **Infraction de 1<sup>ère</sup> catégorie** :

Article 27bis (relatif à la mise en stationnement aux emplacements réservés aux véhicules utilisés par les personnes handicapées)

1. **Infraction de 2<sup>ème</sup> catégorie** :

Article 25.1, 14° (relatif à l'interdiction de mise en stationnement aux emplacements réservés aux véhicules utilisés par les personnes handicapées)

1. **Infraction de 4<sup>ème</sup> catégorie** :

Article 24, alinéa 1er, 3° (relatif à l'interdiction de mise à l'arrêt ou en stationnement sur les passages à niveau)

En ce qui concerne les infractions aux articles 24, al.1er, 3° ; 25.1, 14° et 27bis du code de la route, telles que visées ci-avant, les procès-verbaux administratifs actés par la police sont toujours envoyés au Procureur du Roi.

S'agissant des procès-verbaux administratifs actés par les agents-constatateurs, ils sont transmis au fonctionnaire sanctionnateur aux fins pour celui-ci d'en dénoncer les faits, par application de l'article 29 du code d'instruction criminelle, au parquet de police – service contraventions - site PORTALIS - rue des Quatre Bras, 4, à 1000 Bruxelles.

2.3 Cas d'infractions de roulage constatées à charge de l'utilisateur d'un véhicule qui semble directement ou indirectement impliqué dans un accident, ou cas d'infractions où il existe un lien avec une autre infraction mixte pour laquelle, en vertu du présent protocole, il est prévu qu'une suite sera apportée par le procureur du Roi seul, ou cas d'infractions liées à d'autres faits qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou qui ont débouché sur une privation de liberté :

Dans les deux premiers cas, le procès-verbal est transmis dans un délai d'un (1) mois au procureur du Roi. L'ensemble des infractions recevra une suite déterminée exclusivement par le procureur du Roi, selon les modalités de sa politique de poursuites et à l'exclusion de toute sanction administrative. Il en est de même s'agissant du contrevenant sans domicile ni résidence connue sur le territoire du Royaume.

Dans le cas où l'infraction est liée à d'autres faits qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou qui ont débouché sur une privation de liberté, l'application de la procédure des SAC est exclue.

**Article 3.**

Au cas où le fonctionnaire sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, que le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits, il dénoncera les faits, par application de l'article 29 du code d'instruction criminelle, au magistrat de référence SAC.

Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble des faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai de deux (2) mois de la dénonciation, le fonctionnaire sanctionnateur, lequel clôturera la procédure administrative. En l'absence de décision du procureur du Roi, le

fonctionnaire sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.

**Article 4.**

La présente convention est conclue sous la condition résolutoire de l'annulation, par l'autorité de tutelle dont dépend la commune, de la délibération du Conseil communal ratifiant la présente convention.

**Article 5.**

Les différents partenaires se réuniront au moins une fois par an afin d'évaluer la situation et de faire le point sur les différentes procédures mises en place.

Fait à ....., le ....., en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

**Pour la commune  
Bruxelles**

**Pour le parquet du procureur du Roi de**

Copie de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B19 (PRD-002).

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 38 votes positifs, 1 abstention.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**

**Gemeentelijke administratieve sancties - Algemeen Politierglement van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek van 3 april 2014 - sluiten van een protocolakkoord met het Parket van Brussel betreffende de verkeersinbreuken in de zin van artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties - Wijziging - Bekrachtiging.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 119bis van het Nieuwe Gemeente Wet;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, meer bepaald artikel 23;

Gelet op het Koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de nadere voorwaarden en het model van het protocolakkoord in uitvoering van artikel 23 van de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het Koninklijk besluit van 9 maart 2014 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties voor de overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren en voor de overtredingen betreffende de verkeersborden C3 en F 103, vastgesteld met automatisch werkende toestellen

Gezien het Algemeen Politierglement van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek van 3 april 2014;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek van 5 januari 2015 houdende goedkeuring van het protocolakkoord met het Parket van Brussel betreffende de verkeersinbreuken in de zin van artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek van 21 januari 2015 waarbij deze het protocolakkoord met het Parket van Brussel betreffende de verkeersinbreuken in de zin van artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties bekrachtigde ;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek van 2 februari 2015 houdende goedkeuring van het

protocolakkoord met het Parket van Brussel betreffende de verkeersinbreuken in de zin van artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;

Overwegende dat het Parket van Brussel de gemeenten op de hoogte heeft gebracht van enkele wijzigingen van het protocol dat eerst was overgemaakt aan de gemeentelijke overheden ; dat deze wijzigingen het voorwerp moeten uitmaken van een goedkeuring door de bevoegde overheden in het kader van het sluiten van het hiervoor vermelde protocolakkoord : dat de wijzigingen die zich na de laatste vergadering van het College van Burgemeester en Schepenen hebben voorgedaan voornamelijk de vorm van de tekst betreffen ; dat de voornaamste gewijzigde vermelding die een aan het Parket voorbehouden bevoegdheid concretiseert, parkeerinbreuken betreft op parkings die langs autowegen liggen (toevoeging van een preambule 2 in het protocol) ; dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek niet rechtstreeks is betrokken door deze wijziging ;

**BESLUIT :**

Artikel een :

Het onderstaand Protocolakkoord betreffende de verkeersinbreuken wordt bekrachtigd :

**PROTOCOLAKKOORD**  
**Betreffende de gemeentelijke administratieve sancties**  
**in geval van gemengde inbreuken**

**Verkeersinbreuken krachtens artikel 3, 3°**  
**van de wet van 24 juni 2013 betreffende de**  
**gemeentelijke administratieve sancties**

**TUSSEN:**

De gemeente Sint-Jans-Molenbeek, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, in wiens naam Françoise SCHEPMANS , burgemeester, en DE WINNE Jacques, Gemeentesecretaris, handelen in uitvoering van de beslissing van de gemeenteraad van .....

**EN**

De procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement Brussel, de heer Jean-Marc Meilleur;

**WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:**

Gezien de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties; Gelet op de artikelen 119bis, 123 en 135, § 2 van de Nieuwe Gemeentewet; Gelet op het koninklijk besluit van 9 maart 2014 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties voor de overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren en voor de overtredingen betreffende de verkeersborden C3 en F103, vastgesteld met automatisch werkende toestellen.

**A. Wettelijk kader**

De wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (BS van 1 juli 2013), hierna “de GAS-wet” genoemd, bepaalt in artikel 3, 3° dat de gemeenteraad in zijn reglementen of ordonnanties een administratieve sanctie kan

voorzien voor de inbreuken die worden bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op basis van de algemene reglementen bedoeld in artikel 1, eerste lid, van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer.

In het onderhavig geval verplicht artikel 23, § 1, 5de alinea van de GAS-wet de opmaak van een protocolakkoord voor de behandeling van verkeersinbreuken krachtens artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

De kwestieuze inbreuken zijn verder opgenomen in het koninklijk besluit van 9 maart 2014 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties voor de overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren en voor de overtredingen betreffende de verkeersborden C3 en F103, vastgesteld met automatisch werkende toestellen (BS van 20 juni 2014).

## **B. Conventioneel kader**

### **Artikel 1. - Uitwisseling van informatie**

- a. Alle partijen verbinden zich ertoe samen te werken en elkaar te informeren binnen de grenzen van hun bevoegdheden en staan garant voor de vertrouwelijkheid van deze uitwisseling. Daartoe duidt de procureur des Konings één of meerdere magistraten van zijn arrondissement aan, hierna de "referentiemagistraten GAS" genoemd. De referentiemagistraten kunnen door de door dit akkoord gebonden gemeenten gecontacteerd worden in geval van moeilijkheden bij de toepassing van de wet of het onderhavige akkoord of om informatie te verkrijgen over het gevolg dat aan bepaalde processen-verbaal werd gegeven.
- b. De contactgegevens van de referentiemagistraten en de referentiepersonen binnen de gemeenten worden tussen de verschillende partners uitgewisseld. De briefwisseling en/of de telefoongesprekken en/of de e-mailberichten betreffende de administratieve sancties worden aan hen gericht.
- c. De partijen verbinden zich ertoe elke wijziging van de contactgegevens van de voornoemde personen onverwijld mee te delen.

### **Artikel 2. - Behandeling van de inbreuken**

**Preambule 1: Alleen meerderjarige natuurlijke personen of rechtspersonen kunnen het voorwerp uitmaken van een administratieve sanctie overeenkomstig het koninklijk besluit van 9 maart 2014.**

**Preambule 2: De ondertekenende partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de inbreuken begaan en vastgesteld op parkings langs autosnelwegen waar het verkeersbord F7 van toepassing is (art. 71 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg) uitgesloten zijn uit het toepassingsgebied van de gemeentelijke administratieve sancties.**

2.1 De procureur des Konings verbindt zich ertoe voor de hierna opgesomde verkeersinbreuken geen vervolging in te stellen en de betrokken gemeenten verbinden zich ertoe de naar behoren vastgestelde inbreuken te behandelen:

Inbreuken op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de 'wegcode' genaamd) zoals opgenomen in het koninklijk besluit van 9 maart 2014:

1. **Bestrafte inbreuk van 1ste categorie:**

Artikels:

- 22bis 4°, a)
- 22ter.1, 3°
- 22 sexies 2
- 23.1, 1°
- 23.1, 2°
- 23.2 alinea 1, 1° tot 3°
- 23.2 alinea 2
- 23.3
- 23.4
- 24 alinea 1, 2°, 4° en 7° tot 10°
- 25.1, 1°, 2°, 3°, 5°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°
- 27.1.3
- 27.5.1
- 27.5.2
- 27.5.3
- 70.2.1
- 70.3
- 77.4
- 77.5
- 77.8
- 68.3 (borden C3 en F103 – inbreuken vastgesteld met automatisch werkende toestellen)

1. **Inbreuken van 2de categorie:**

Artikels:

- 22.2 en 21.1, 4°
- 24 alinea 1, 1°, 2°, 4°, 5°, 6°
- 25.1, 4°, 6°, 7°

Voor de bovenvermelde inbreuken wordt het originele administratief proces-verbaal opgestuurd naar de sanctionerende ambtenaar, uitgezonderd voor de inbreuken op art. 24, al. 1, 3°, 25.1, 14° en 27bis van de wegcode (cf. punt 2.2 hierna).

Als het origineel naar de sanctionerende ambtenaar opgestuurd wordt, wordt de procureur des Konings hierover geïnformeerd op de volgende wijze: één keer per trimester wordt een lijst opgestuurd naar het politieparket met de volgende gegevens: het nr. van het administratief proces-verbaal, de identiteit van de overtreder, het adres van de plaats van de feiten (straat, straatnummer en gemeente) en de nummerplaat.

2.2 De procureur des Konings verbindt zich ertoe een gevolg te geven (volgens de modaliteiten van zijn vervolgsbeleid) aan de onderstaande verkeersinbreuken:

Inbreuken op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg zoals opgenomen in het koninklijk besluit van 9 maart 2014:

- **Bestrafte inbreuk van 1ste categorie:**

Art. 27bis (parkeerplaatsen voorbehouden voor personen met een handicap)

- **Inbreuken van 2de categorie:**

Art. 25.1, 14° (de voertuigen gebruikt door personen met een handicap)

- **Inbreuken van 4de categorie:**

Art. 24 alinea 1, 3° (stilstaan of parkeren op de overwegen)

In het kader van de procedure betreffende artikel 24, alinea 1, 3°; 25.1, 14° en 27bis van de wegcode, zoals hierboven bedoeld, worden de administratieve processen-verbaal, opgesteld door de politie, steeds opgestuurd naar de procureur des Konings.

De administratieve processen-verbaal, opgesteld door vaststellende ambtenaren, zullen overgemaakt worden aan de sanctionerende ambtenaar die de feiten zal aangeven in toepassing van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering bij het Politieparket, Dienst Overtredingen (PORTALIS site - Vierarmenstraat 2-4 - 1000 Brussel).

2.3 Gevallen van verkeersinbreuken, vastgesteld ten laste van de gebruiker van een voertuig die direct of indirect betrokken lijkt in een ongeval of gevallen waarbij er een verband is met een andere gemengde inbreuk horende tot de bevoegdheid van de procureur des Konings of inbreuken verbonden aan andere feiten die niet in aanmerking komen voor administratieve sancties of die hebben geleid tot vrijheidsberoving:

In de eerste twee gevallen wordt het proces-verbaal binnen een termijn van een (1) maand overgemaakt aan de procureur des Konings. Enkel de procureur des Konings zal bepalen welk gevolg gegeven zal worden aan al deze inbreuken, met uitzondering van elke administratieve sanctie. Dit geldt eveneens voor wat betreft de hoedanigheid van de overtreder waarvan de woon- of verblijfplaats in België onbekend blijft.

Indien de inbreuk verband houdt met andere feiten die niet in aanmerking komen voor administratieve sancties of die hebben geleid tot vrijheidsberoving, is de toepassing van de GAS-procedure uitgesloten.

### **Artikel 3**

Indien de bevoegde sanctionerende ambtenaar bij de toepassing van de procedure betreffende het opleggen van een gemeentelijke administratieve sanctie, vaststelt dat de verdachte zich kennelijk ook schuldig heeft gemaakt aan andere misdrijven, zal hij de feiten aangeven bij de referentiemagistraat GAS in toepassing van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering.

Rekening houdend met de aard van de aangegeven feiten beslist de referentiemagistraat GAS of hij een gevolg zal geven aan het geheel van de feiten met inbegrip van het feit of de feiten waarvoor de administratieve procedure werd ingesteld. Hij brengt de sanctionerende ambtenaar daarvan op de hoogte binnen de termijn van 2 maanden na de aangifte, die vervolgens de administratieve procedure afsluit. Zonder beslissing van de procureur des Konings heeft de sanctionerende ambtenaar niet langer de mogelijkheid om een administratieve geldboete op te leggen.

#### **Artikel 4**

De onderhavige overeenkomst wordt afgesloten onder de ontbindende voorwaarde van opschorting en/of vernietiging door de toezichthoudende overheid waaronder de gemeente van de beraadslaging van de gemeenteraad, die de onderhavige overeenkomst goedkeurt, ressorteert.

#### **Artikel 5**

De verschillende partijen komen minimaal een keer per jaar samen om de toestand te evalueren en een stand van zaken op te maken met betrekking tot de verschillende gebruikte procedures.

Opgemaakt te ....., op ..... in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

**Voor** **de**  
**gemeente**  
**Parket van de procureur des**  
**Konings van Brussel**

Een kopie van de onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten : B19 (PRD-002).

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 38 positieve stemmen, 1 onthouding.

---

25.03.2015/A/0004 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**  
**Instruction publique - Plaines de vacances communales francophones - Règlement d'ordre intérieur - Modifications.**

LE CONSEIL :

Vu le décret de la Communauté française du 30 avril 2009 modifiant le décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances ;

Vu sa décision du 25 février 2010 d'approuver le règlement d'ordre intérieur des plaines de vacances communales ;

Vu sa décision du 16 février 2012 d'approuver le nouveau texte du règlement d'ordre intérieur des plaines de vacances communales, tel que modifié aux points : II Inscriptions, IV Redevance et V Conditions d'Admission ;

Considérant que le décret précité prévoit, en vue de l'agrément par la Communauté française, que le pouvoir organisateur établisse un règlement d'ordre intérieur qui détermine les modalités pratiques de fonctionnement et d'organisation des plaines de vacances ;

Considérant qu'il est nécessaire d'apporter des modifications et des précisions au règlement existant ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le nouveau texte du règlement d'ordre intérieur des plaines de vacances communales, tel que repris en annexe.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 24 votes positifs, 14 votes négatifs, 1 abstention.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**

**Openbaar onderwijs - Gemeentelijke speelpleinen - Intern Reglement - Wijziging.**

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 24 positieve stemmen, 14 negatieve stemmen, 1 onthouding.

---

25.03.2015/A/0005

**Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**

**Instruction publique – Modification de certains chapitres du Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale fondamentale francophone n°17 – Les Tamaris.**

LE CONSEIL :

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu la circulaire n°4888 du 20 juin 2014 concernant les soins et prises de médicaments pour les élèves accueillis en enseignement ordinaire et en enseignement spécialisé ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 relatif aux mesures de prévention des maladies transmissibles dans le milieu scolaire et étudiant ;

Vu la décision du Conseil communal, en date du 23 mai 2013, d'approuver le règlement sur l'organisation de l'accueil extrascolaire pour les écoles fondamentales communales de Molenbeek-Saint-Jean (francophones et néerlandophones) ;

Considérant que le décret du 24 juillet 1997 précité prévoit en son article 76 que :

*« Avant de prendre l'inscription d'un élève, le chef d'établissement porte à sa connaissance ainsi qu'à celle de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, les documents suivants :*

*1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur;*

*2° le projet d'établissement;*

*3° le règlement des études;*

*4° le règlement d'ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées.*

[...]

*Par l'inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur » ;*

Considérant que la mise en pratique du Règlement d'ordre intérieur a fait apparaître la nécessité de préciser les dispositions relatives aux inscriptions ainsi que les instructions émanant de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

DECIDE :

Article unique : d'approuver le nouveau Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale fondamentale francophone n°17 – Les Tamaris ci-joint.

Le Conseil approuve le point.



39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd  
Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs – Wijziging van sommige hoofdstukken van  
het Intern reglement van School n°17 – Les Tamaris.**

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0006 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse  
Instruction publique – Modification de certains chapitres du Règlement d’Ordre  
Intérieur de l’Ecole communale primaire francophone n°16.**

LE CONSEIL :

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l’enseignement fondamental et de l’enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu la circulaire n°4888 du 20 juin 2014 concernant les soins et prises de médicaments pour les élèves accueillis en enseignement ordinaire et en enseignement spécialisé ;

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 relatif aux mesures de prévention des maladies transmissibles dans le milieu scolaire et étudiant ;

Vu la décision du Conseil communal, en date du 23 mai 2013, d’approuver le règlement sur l’organisation de l’accueil extrascolaire pour les écoles fondamentales communales de Molenbeek-Saint-Jean (francophones et néerlandophones) ;

Considérant que le décret du 24 juillet 1997 précité prévoit en son article 76 que :

*« Avant de prendre l’inscription d’un élève, le chef d’établissement porte à sa connaissance ainsi qu’à celle de ses parents ou de la personne investie de l’autorité parentale s’il est mineur, les documents suivants :*

*1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur;*

*2° le projet d’établissement;*

*3° le règlement des études;*

*4° le règlement d’ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées.*

*[...]*

*Par l’inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne investie de l’autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d’établissement, le règlement des études et le règlement d’ordre intérieur » ;*

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 05 juillet 2012, de créer une école fondamentale communale francophone à l’avenue Carl Requette n°18 ;

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 20 juin 2013, de créer une école maternelle communale francophone à l’avenue Carl Requette n°18 ;

Considérant que la mise en pratique du Règlement d’ordre intérieur a fait apparaître la nécessité de préciser les dispositions relatives aux inscriptions ainsi que les instructions émanant de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

DECIDE :

Article unique : d’approuver le nouveau Règlement d’Ordre Intérieur de l’Ecole communale primaire francophone n°16 ci-joint.

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd  
Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs – Wijziging van sommige hoofdstukken van  
het Intern reglement van Ecole n°16.**

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0007 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse  
Instruction publique – Approbation du Règlement d’Ordre Intérieur de l’Ecole  
communale fondamentale francophone n°15.**

LE CONSEIL :

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l’enseignement fondamental et de l’enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu la circulaire n°4888 du 20 juin 2014 concernant les soins et prises de médicaments pour les élèves accueillis en enseignement ordinaire et en enseignement spécialisé ;

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 relatif aux mesures de prévention des maladies transmissibles dans le milieu scolaire et étudiant ;

Considérant que le décret du 24 juillet 1997 précité prévoit en son article 76 que :

*« Avant de prendre l’inscription d’un élève, le chef d’établissement porte à sa connaissance ainsi qu’à celle de ses parents ou de la personne investie de l’autorité parentale s’il est mineur, les documents suivants :*

*1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur;*

*2° le projet d’établissement;*

*3° le règlement des études;*

*4° le règlement d’ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées.*

[...]

*Par l’inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne investie de l’autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d’établissement, le règlement des études et le règlement d’ordre intérieur » ;*

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 05 juillet 2012, de créer une école fondamentale communale francophone à l’avenue Carl Requette n°18 ;

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 20 juin 2013, de créer une école maternelle communale francophone à l’avenue Carl Requette n°18 ;

DECIDE :

Article unique : d’approuver le nouveau Règlement d’Ordre Intérieur de l’Ecole communale fondamentale francophone n°15 ci-joint.

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd  
Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs – goedkeuring van het Intern reglement  
van School n°15.**

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0008 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**  
**Instruction publique – Modification de certains chapitres du Règlement d’Ordre Intérieur de l’Ecole communale fondamentale francophone n°14 – Flûte enchantée.**

LE CONSEIL :

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l’enseignement fondamental et de l’enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu la circulaire n°4888 du 20 juin 2014 concernant les soins et prises de médicaments pour les élèves accueillis en enseignement ordinaire et en enseignement spécialisé ;

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 relatif aux mesures de prévention des maladies transmissibles dans le milieu scolaire et étudiant ;

Vu la décision du Conseil communal, en date du 23 mai 2013, d’approuver le règlement sur l’organisation de l’accueil extrascolaire pour les écoles fondamentales communales de Molenbeek-Saint-Jean (francophones et néerlandophones) ;

Considérant que le décret du 24 juillet 1997 précité prévoit en son article 76 que :

*« Avant de prendre l’inscription d’un élève, le chef d’établissement porte à sa connaissance ainsi qu’à celle de ses parents ou de la personne investie de l’autorité parentale s’il est mineur, les documents suivants :*

*1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur;*

*2° le projet d’établissement;*

*3° le règlement des études;*

*4° le règlement d’ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées.*

[...]

*Par l’inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne investie de l’autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d’établissement, le règlement des études et le règlement d’ordre intérieur » ;*

Considérant que la mise en pratique du Règlement d’ordre intérieur a fait apparaître la nécessité de préciser les dispositions relatives aux inscriptions ainsi que les instructions émanant de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

DECIDE :

Article unique : d’approuver le nouveau Règlement d’Ordre Intérieur de l’Ecole communale fondamentale francophone n°14 – Flûte enchantée ci-joint.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**  
**Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs – Wijziging van sommige hoofdstukken van het Intern reglement van Ecole n°14 – Flûte enchantée.**

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0009 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**  
**Instruction publique – Modification de certains chapitres du Règlement d’Ordre Intérieur de l’Ecole communale fondamentale francophone n°13.**

LE CONSEIL :

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l’enseignement fondamental et de l’enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu la circulaire n°4888 du 20 juin 2014 concernant les soins et prises de médicaments pour les élèves accueillis en enseignement ordinaire et en enseignement spécialisé ;

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 relatif aux mesures de prévention des maladies transmissibles dans le milieu scolaire et étudiant ;

Vu la décision du Conseil communal, en date du 23 mai 2013, d’approuver le règlement sur l’organisation de l’accueil extrascolaire pour les écoles fondamentales communales de Molenbeek-Saint-Jean (francophones et néerlandophones) ;

Considérant que le décret du 24 juillet 1997 précité prévoit en son article 76 que :

*« Avant de prendre l’inscription d’un élève, le chef d’établissement porte à sa connaissance ainsi qu’à celle de ses parents ou de la personne investie de l’autorité parentale s’il est mineur, les documents suivants :*

*1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur;*

*2° le projet d’établissement;*

*3° le règlement des études;*

*4° le règlement d’ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées.*

*[...]*

*Par l’inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne investie de l’autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d’établissement, le règlement des études et le règlement d’ordre intérieur » ;*

Considérant que la mise en pratique du Règlement d’ordre intérieur a fait apparaître la nécessité de préciser les dispositions relatives aux inscriptions ainsi que les instructions émanant de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

DECIDE :

Article unique : d’approuver le nouveau Règlement d’Ordre Intérieur de l’Ecole communale fondamentale francophone n°13 ci-joint.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**  
**Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs – Wijziging van sommige hoofdstukken van het Intern reglement van School n°13.**

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0010 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**  
**Instruction publique – Approbation du Règlement d’Ordre Intérieur de l’Ecole**

## **communale fondamentale francophone n°12.**

### LE CONSEIL :

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu la circulaire n°4888 du 20 juin 2014 concernant les soins et prises de médicaments pour les élèves accueillis en enseignement ordinaire et en enseignement spécialisé ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 relatif aux mesures de prévention des maladies transmissibles dans le milieu scolaire et étudiant ;

Considérant que le décret du 24 juillet 1997 précité prévoit en son article 76 que :

*« Avant de prendre l'inscription d'un élève, le chef d'établissement porte à sa connaissance ainsi qu'à celle de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, les documents suivants :*

*1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur;*

*2° le projet d'établissement;*

*3° le règlement des études;*

*4° le règlement d'ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées.*

*[...]*

*Par l'inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur » ;*

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 05 juillet 2012, de créer une école fondamentale communale francophone à la rue Paloke n°31 ;

### DECIDE :

Article unique : d'approuver le nouveau Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale fondamentale francophone n°12 ci-joint.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**  
**Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs – goedkeuring van het Intern reglement van School n°12.**

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0011 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**  
**Instruction publique – Modification de certains chapitres du Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale primaire francophone n°11.**

### LE CONSEIL:

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu la circulaire n°4888 du 20 juin 2014 concernant les soins et prises de médicaments pour les élèves accueillis en enseignement ordinaire et en enseignement spécialisé ;  
Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 relatif aux mesures de prévention des maladies transmissibles dans le milieu scolaire et étudiant ;

Vu la décision du Conseil communal, en date du 23 mai 2013, d'approuver le règlement sur l'organisation de l'accueil extrascolaire pour les écoles fondamentales communales de Molenbeek-Saint-Jean (francophones et néerlandophones) ;

Considérant que le décret du 24 juillet 1997 précité prévoit en son article 76 que :

*« Avant de prendre l'inscription d'un élève, le chef d'établissement porte à sa connaissance ainsi qu'à celle de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, les documents suivants :*

*1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur;*

*2° le projet d'établissement;*

*3° le règlement des études;*

*4° le règlement d'ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées.*

[...]

*Par l'inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur » ;*

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 05 juillet 2012, de créer une école fondamentale communale francophone à la rue Paloke n°31 ;

Considérant que la mise en pratique du Règlement d'ordre intérieur a fait apparaître la nécessité de préciser les dispositions relatives aux inscriptions ainsi que les instructions émanant de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

#### DECIDE :

Article unique : d'approuver le nouveau Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale fondamentale francophone n°11 ci-joint.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

#### **Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**

#### **Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs – Wijziging van sommige hoofdstukken van het Intern reglement van School n°11.**

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

#### **25.03.2015/A/0012 Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse** **Instruction publique – Modification de certains chapitres du Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale fondamentale francophone n°10.**

#### LE CONSEIL :

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu la circulaire n°4888 du 20 juin 2014 concernant les soins et prises de médicaments

pour les élèves accueillis en enseignement ordinaire et en enseignement spécialisé ;  
Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 relatif aux mesures de prévention des maladies transmissibles dans le milieu scolaire et étudiant ;

Vu la décision du Conseil communal, en date du 23 mai 2013, d'approuver le règlement sur l'organisation de l'accueil extrascolaire pour les écoles fondamentales communales de Molenbeek-Saint-Jean (francophones et néerlandophones) ;

Considérant que le décret du 24 juillet 1997 précité prévoit en son article 76 que :

*« Avant de prendre l'inscription d'un élève, le chef d'établissement porte à sa connaissance ainsi qu'à celle de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, les documents suivants :*

*1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur;*

*2° le projet d'établissement;*

*3° le règlement des études;*

*4° le règlement d'ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées.*

[...]

*Par l'inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur » ;*

Considérant que la mise en pratique du Règlement d'ordre intérieur a fait apparaître la nécessité de préciser les dispositions relatives aux inscriptions ainsi que les instructions émanant de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

**DECIDE :**

**Article unique :** d'approuver le nouveau Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale fondamentale francophone n°10 ci-joint.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**

**Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs – Wijziging van sommige hoofdstukken van het Intern reglement van School n°10.**

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0013 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**

**Instruction publique – Modification de certains chapitres du Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale primaire francophone n°9.**

**LE CONSEIL :**

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu la circulaire n°4888 du 20 juin 2014 concernant les soins et prises de médicaments pour les élèves accueillis en enseignement ordinaire et en enseignement spécialisé ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 relatif

aux mesures de prévention des maladies transmissibles dans le milieu scolaire et étudiant ;

Considérant que le décret du 24 juillet 1997 précité prévoit en son article 76 que :

« Avant de prendre l'inscription d'un élève, le chef d'établissement porte à sa connaissance ainsi qu'à celle de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, les documents suivants :

1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur;

2° le projet d'établissement;

3° le règlement des études;

4° le règlement d'ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées.

[...]

Par l'inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur » ;

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 05 juillet 2012, de créer une école fondamentale communale francophone à la rue du Gulden Bodem n°2 ;

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 23 mai 2013, d'approuver le règlement sur l'organisation de l'accueil extrascolaire pour les écoles fondamentales communales de Molenbeek-Saint-Jean (francophones et néerlandophones) ;

Considérant que la mise en pratique du Règlement d'ordre intérieur a fait apparaître la nécessité de préciser les dispositions relatives aux inscriptions ainsi que les instructions émanant de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

DECIDE :

Article unique : d'approuver le nouveau Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale primaire francophone n°9 ci-joint.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**

**Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs – Wijziging van sommige hoofdstukken van het Intern reglement van School n°9.**

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0014 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**

**Instruction publique – Approbation du Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale fondamentale francophone n°8.**

LE CONSEIL :

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu la circulaire n°4888 du 20 juin 2014 concernant les soins et prises de médicaments pour les élèves accueillis en enseignement ordinaire et en enseignement spécialisé ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 relatif



aux mesures de prévention des maladies transmissibles dans le milieu scolaire et étudiant ;

Considérant que le décret du 24 juillet 1997 précité prévoit en son article 76 que :

« Avant de prendre l'inscription d'un élève, le chef d'établissement porte à sa connaissance ainsi qu'à celle de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, les documents suivants :

1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur;

2° le projet d'établissement;

3° le règlement des études;

4° le règlement d'ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées.

[...]

Par l'inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur » ;

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 05 juillet 2012, de créer une école fondamentale communale francophone à la rue du Gulden Bodem n°2 ;

**DECIDE :**

**Article unique :** d'approuver le Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale fondamentale francophone n°8 ci-joint.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd  
Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs – goedkeuring van het Intern reglement van School n°8;**

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

**25.03.2015/A/0015 Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse  
Instruction publique – Modification de certains chapitres du Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale fondamentale francophone n°7.**

**LE CONSEIL :**

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu la circulaire n°4888 du 20 juin 2014 concernant les soins et prises de médicaments pour les élèves accueillis en enseignement ordinaire et en enseignement spécialisé ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 relatif aux mesures de prévention des maladies transmissibles dans le milieu scolaire et étudiant ;

Vu la décision du Conseil communal, en date du 23 mai 2013, d'approuver le règlement sur l'organisation de l'accueil extrascolaire pour les écoles fondamentales communales de Molenbeek-Saint-Jean (francophones et néerlandophones) ;

Considérant que le décret du 24 juillet 1997 précité prévoit en son article 76 que :

*« Avant de prendre l'inscription d'un élève, le chef d'établissement porte à sa connaissance ainsi qu'à celle de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, les documents suivants :*

*1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur;*

*2° le projet d'établissement;*

*3° le règlement des études;*

*4° le règlement d'ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées.*

*[...]*

*Par l'inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur » ;*

Considérant que la mise en pratique du Règlement d'ordre intérieur a fait apparaître la nécessité de préciser les dispositions relatives aux inscriptions ainsi que les instructions émanant de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

**DECIDE :**

**Article unique :** d'approuver le nouveau Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale fondamentale francophone n°7 ci-joint.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**

**Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs – Wijziging van sommige hoofdstukken van het Intern reglement van School n°7.**

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0016 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**  
**Instruction publique – Modification de certains chapitres du Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale fondamentale francophone n°5.**

**LE CONSEIL :**

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu la circulaire n°4888 du 20 juin 2014 concernant les soins et prises de médicaments pour les élèves accueillis en enseignement ordinaire et en enseignement spécialisé ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 relatif aux mesures de prévention des maladies transmissibles dans le milieu scolaire et étudiant ;

Vu la décision du Conseil communal, en date du 23 mai 2013, d'approuver le règlement sur l'organisation de l'accueil extrascolaire pour les écoles fondamentales communales de Molenbeek-Saint-Jean (francophones et néerlandophones) ;

Considérant que le décret du 24 juillet 1997 précité prévoit en son article 76 que :

*« Avant de prendre l'inscription d'un élève, le chef d'établissement porte à sa connaissance ainsi qu'à celle de ses parents ou de la personne investie de l'autorité*

*parentale s'il est mineur, les documents suivants :*

*1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur;*

*2° le projet d'établissement;*

*3° le règlement des études;*

*4° le règlement d'ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées.*

[...]

*Par l'inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur » ;*

Considérant que la mise en pratique du Règlement d'ordre intérieur a fait apparaître la nécessité de préciser les dispositions relatives aux inscriptions ainsi que les instructions émanant de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

**DECIDE :**

**Article unique :** d'approuver le nouveau Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale fondamentale francophone n°5 ci-joint.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**

**Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs – Wijziging van sommige hoofdstukken van het Intern reglement van School n°5.**

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0017 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**  
**Instruction publique – Modification de certains chapitres du Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale fondamentale francophone n°2.**

**LE CONSEIL :**

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu la circulaire n°4888 du 20 juin 2014 concernant les soins et prises de médicaments pour les élèves accueillis en enseignement ordinaire et en enseignement spécialisé ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 relatif aux mesures de prévention des maladies transmissibles dans le milieu scolaire et étudiant ;

Vu la décision du Conseil communal, en date du 23 mai 2013, d'approuver le règlement sur l'organisation de l'accueil extrascolaire pour les écoles fondamentales communales de Molenbeek-Saint-Jean (francophones et néerlandophones) ;

Considérant que le décret du 24 juillet 1997 précité prévoit en son article 76 que :

*« Avant de prendre l'inscription d'un élève, le chef d'établissement porte à sa connaissance ainsi qu'à celle de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, les documents suivants :*

*1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur;*

*2° le projet d'établissement;*

3° le règlement des études;

4° le règlement d'ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées.

[...]

Par l'inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur » ;

Considérant que la mise en pratique du Règlement d'ordre intérieur a fait apparaître la nécessité de préciser les dispositions relatives aux inscriptions ainsi que les instructions émanant de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

**DECIDE :**

**Article unique :** d'approuver le nouveau Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale fondamentale francophone n°2 ci-joint.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**

**Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs – Wijziging van sommige hoofdstukken van het Intern reglement van School n°2.**

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0018 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**

**Instruction publique – Modification de certains chapitres du Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale fondamentale francophone n°1.**

**LE CONSEIL :**

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu la circulaire n°4888 du 20 juin 2014 concernant les soins et prises de médicaments pour les élèves accueillis en enseignement ordinaire et en enseignement spécialisé ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 relatif aux mesures de prévention des maladies transmissibles dans le milieu scolaire et étudiant ;

Vu la décision du Conseil communal, en date du 23 mai 2013, d'approuver le règlement sur l'organisation de l'accueil extrascolaire pour les écoles fondamentales communales de Molenbeek-Saint-Jean (francophones et néerlandophones) ;

Considérant que le décret du 24 juillet 1997 précité prévoit en son article 76 que :

« Avant de prendre l'inscription d'un élève, le chef d'établissement porte à sa connaissance ainsi qu'à celle de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, les documents suivants :

1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur;

2° le projet d'établissement;

3° le règlement des études;

4° le règlement d'ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux

*sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées.*  
[...]

*Par l'inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur » ;*

Considérant que la mise en pratique du Règlement d'ordre intérieur a fait apparaître la nécessité de préciser les dispositions relatives aux inscriptions ainsi que les instructions émanant de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

**DECIDE :**

**Article unique :** d'approuver le nouveau Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale fondamentale francophone n°1 ci-joint.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**

**Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs – Wijziging van sommige hoofdstukken van het Intern reglement van School n°1.**

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0019 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**  
**Instruction publique - Fiches d'évaluation des enseignants des écoles communales fondamentales de régime linguistique francophone.**

**LE CONSEIL :**

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu la décision du Conseil communal, en sa séance du 28 avril 2011, d'approuver la fiche d'évaluation des enseignants des écoles communales de régime linguistique francophone ;

Vu la décision du Conseil communal, en sa séance du 26 novembre 2014, de modifier la fiche d'évaluation du personnel enseignant des écoles fondamentales communales de régime linguistique francophone et d'adopter quatre nouvelles fiches d'évaluation ;

Considérant que les fiches d'évaluation du personnel enseignant ne doivent pas être utilisées uniquement en fin d'intérim ou en fin d'année scolaire comme cela est indiqué sur les modèles approuvés par le Conseil communal du 26 novembre 2014 ;

Considérant que les directions des écoles fondamentales francophones sont tenues d'établir un rapport sur les prestations du personnel enseignant avant les vacances d'hiver, de printemps et en fin d'année scolaire ; que l'utilisation des modèles ci-joints doit se faire au moins une fois dans l'année.

Considérant que les nouvelles fiches d'évaluation des enseignants ont été portées à la connaissance de la Commission paritaire locale de Molenbeek-Saint-Jean, en sa séance du 10 février 2015, qui a remis un avis favorable ;

DECIDE :

Article unique:

De modifier les fiches d'évaluation du personnel enseignant des écoles communales fondamentales de régime linguistique francophone et d'adopter les quatre nouvelles fiches ci-jointes.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**  
**Openbaar Onderwijs - Evaluatieverslagen van de leerkrachten in het gemeentelijk franstalig basisonderwijs.**

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0020 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**  
**Instruction publique – Modification de certains chapitres du Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale maternelle francophone du Korenbeek.**

LE CONSEIL :

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu la circulaire n°4888 du 20 juin 2014 concernant les soins et prises de médicaments pour les élèves accueillis en enseignement ordinaire et en enseignement spécialisé ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2011 relatif aux mesures de prévention des maladies transmissibles dans le milieu scolaire et étudiant ;

Vu la décision du Conseil communal, en date du 23 mai 2013, d'approuver le règlement sur l'organisation de l'accueil extrascolaire pour les écoles fondamentales communales de Molenbeek-Saint-Jean (francophones et néerlandophones) ;

Considérant que le décret du 24 juillet 1997 précité prévoit en son article 76 que :

*« Avant de prendre l'inscription d'un élève, le chef d'établissement porte à sa connaissance ainsi qu'à celle de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, les documents suivants :*

*1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur;*

*2° le projet d'établissement;*

*3° le règlement des études;*

*4° le règlement d'ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées.*

[...]

*Par l'inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur » ;*

Considérant que la mise en pratique du Règlement d'ordre intérieur a fait apparaître la nécessité de préciser les dispositions relatives aux inscriptions ainsi que les instructions émanant de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

DECIDE :

Article unique : d'approuver le nouveau Règlement d'Ordre Intérieur de l'Ecole communale maternelle francophone du Korenbeek ci-joint.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd  
Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs – Wijziging van sommige hoofdstukken van het Intern reglement van School du Korenbeek.**

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0021 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse  
Instruction publique – Modification de certains chapitres du Règlement des études des écoles communales fondamentales francophones.**

LE CONSEIL :

Vu la décision du Conseil communal, en sa séance du 25 février 2010, d'approuver le Règlement des études des écoles communales fondamentales francophones ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Considérant que l'article 76 du décret du 24 juillet 1997 précité prévoit dispose que :

*« Avant de prendre l'inscription d'un élève, le chef d'établissement porte à sa connaissance ainsi qu'à celle de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, les documents suivants :*

*1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur;*

*2° le projet d'établissement;*

*3° le règlement des études;*

*4° le règlement d'ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées.*

[...]

*Par l'inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur » ;*

Considérant que chaque pouvoir organisateur a la liberté de choisir sa politique éducative dans le respect des dispositions décrétales de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Considérant que la mise en pratique du Règlement des études qui a été approuvé par le Conseil communal en sa séance du 25 février 2010 a fait apparaître la nécessité de préciser les instructions émanant de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Considérant que les modifications du Règlement des études ont été portées à la connaissance de la Commission paritaire locale de l'enseignement de Molenbeek-Saint-Jean en sa séance du 20 octobre 2014 ;

DECIDE :

Article unique: D'approuver les modifications du Règlement des études des écoles communales fondamentales francophones telles que reprises dans le texte ci-joint.

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**  
**Franstalig basisonderwijs - Wijziging van sommige hoofdstukken van het**  
**studiesreglement van de gemeentelijke franstalige basisscholen.**

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0022 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**  
**Instruction publique – Enseignement fondamental communal francophone - Appel à**  
**candidatures pour une désignation à titre temporaire dans une fonction de direction**  
**pour une durée supérieure à quinze semaines – Ecole n°10 – La Cité des Enfants –**  
**Confirmation.**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;  
Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;  
Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins, en sa séance du 23 février 2015, de lancer un appel aux candidats pour la fonction de direction à titre temporaire à l'Ecole communale fondamentale francophone n°10, sise rue Ransfort, 76, pour un remplacement de plus de quinze semaines ;

DECIDE:

Article unique :

De confirmer l'appel aux candidats pour la fonction de direction à titre temporaire à l'Ecole communale fondamentale francophone n°10, pour un remplacement de plus de quinze semaines.

Le Conseil approuve le point.  
39 votants : 39 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**  
**Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs – Oproep tot kandidatuurstelling voor de**  
**directeurfunctie van de School 10 - La Cité des Enfants – Bevestiging.**

De Raad keurt het punt goed.  
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

*Mohammadi Chahid quitte la séance / verlaat de zitting*

---

25.03.2015/A/0023 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**  
**Instruction publique – Enseignement fondamental communal francophone - Appel à**  
**candidatures pour une désignation à titre temporaire dans une fonction de direction**  
**pour une durée supérieure à quinze semaines – Ecole n°13 – L'Ecole qui bouge –**



## **Confirmation.**

LE CONSEIL :

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins, en sa séance du 23 février 2015, de lancer un appel aux candidats pour la fonction de direction à titre temporaire à l'Ecole communale fondamentale francophone n°13, sise rue De Koninck, 63, pour un remplacement de plus de quinze semaines ;

DECIDE:

Article unique :

De confirmer l'appel aux candidats pour la fonction de direction à titre temporaire à l'Ecole communale fondamentale francophone n°13, pour un remplacement de plus de quinze semaines.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**  
**Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs – Oproep tot kandidatuurstelling voor de directeurfunctie van de School n°13 – L'Ecole qui bouge – Bevestiging.**

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0024 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**  
**Instruction publique – Enseignement fondamental communal francophone - décision de principe relative à la mise en œuvre d'un enseignement en immersion linguistique à la nouvelle école communale francophone n°6, sise rue de Bonne, n°25.**

LE CONSEIL ,

Vu le Décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement ;

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le Décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique ;

Vu la décision du Conseil communal, en date du 15 septembre 2010, de construire une école fondamentale communale francophone à la rue de Bonne, n°25 ;

Considérant que l'ouverture de cette école se fera, au plus tôt, le 1<sup>er</sup> septembre 2015, si les travaux de construction sont achevés, si le matériel scolaire est disponible et si toutes les formalités administratives sont remplies ;

Considérant que l'article 2 du décret du 11 mai 2007 précité dispose :

« [...] on entend par :

- «*Apprentissage par immersion*», une procédure pédagogique visant à assurer la maîtrise des compétences attendues en assurant une partie des cours et des activités

*pédagogiques de la grille horaire dans une langue moderne autre que le français en vue de l'acquisition progressive de cette autre langue ; [...] » ;*

Considérant que l'article 4 du décret du 11 mai 2007 précité dispose :

« *L'apprentissage par immersion poursuit :*

*1° En ce qui concerne les cours et activités pédagogiques assurés dans la langue de l'immersion, la maîtrise des compétences définies, selon le cas, dans les socles de compétences, les compétences et savoirs ainsi que les profils de formation visés aux articles 16, 25, 35, 39, 39bis, 44, 45 ou 47 du décret missions ;*

*2° En ce qui concerne la langue de l'immersion, la maîtrise des compétences liées à la communication orale et écrite dans cette langue définies dans les socles de compétences et dans les compétences et savoirs visés aux articles 25, § 1er, 3° ou 35, § 1er, 3° du décret missions. » ;*

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins, en date du 09 février 2015, d'adopter la décision de principe relative à la mise en œuvre d'un enseignement en immersion linguistique dans la nouvelle école communale francophone n°6, sise rue de Bonne, n°25 ;

DECIDE :

Article unique :

De confirmer la décision de principe relative à la mise en œuvre d'un enseignement en immersion linguistique à la nouvelle école communale francophone n°6, sise rue de Bonne, n°25.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**

**Gemeentelijk Franstalig basisonderwijs – Schepping van een immersieonderwijs in School n°6 - De Bonnestraat, 25.**

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0025 **Département des Ressources Humaines**

**GRH - Statut administratif des secrétaires d'écoles communales francophones.**

LE COLLEGE,

Vu sa délibération du 26.01.2006, par laquelle le Conseil communal a décidé d'arrêter le règlement de travail du personnel de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu la décision du conseil communal du 17/12/2013 par laquelle il modifie le règlement sur l'horaire variable ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'adapter les horaires de travail des secrétaires d'école ;

Vu sa décision du 22.12.2014 par laquelle il fixe l'horaire de travail des secrétaires d'écoles francophones ;

sur proposition du collège échevinal du 13022015

vu le protocole d'accord n°409 du comité de négociation du 27022015

DECIDE :

Article unique :

De fixer le statut administratif des secrétaires administratifs en milieu scolaire francophone comme suit :

1.Horaire de travail

Temps de travail : 38H semaine (prestations de 37h30)

- 7h00 – 8h15 (plage mobile)
- 8h15-12h00 (plage fixe)
- 12h00 – 13h30 (plage mobile) (minimum pause de midi de 30min)
- 13h30-15h30 (plage fixe)
- 15h30 – 17h00 (plage mobile)

Terme de la plage fixe du matin ramené à 13 h 30 le mercredi (prestations minimum de 6h)

*les personnes qui souhaitent partir, le mercredi, à 13h30, doivent débiter à 7h30.*

Horaires d'été : application identique à celui existant au sein du personnel communal

2-Prestations supplémentaires

A. Les prestations effectuées lors des activités suivantes sont considérées comme des prestations supplémentaires et sont compensées, via le service GRH, en congé compensatoire

- les réunions de parents,
- les conseils de participation,
- toutes activités organisées par les écoles ou l'administration communale au profit de ces mêmes écoles et de leurs élèves (ex : Marchés de Noël, cross, fancy fair, ...),
- remise des prix.
- Les prestations au-delà de l'horaire normal pendant les mois de septembre/octobre et mai/juin

B. La participation à des activités extérieures ou à des classes de dépaysement et de découverte (avec logement sur le lieu des activités) donne droit à une compensation prévue de la manière suivante :

- 5 jours de classes sans WE : 3 jours de congés,
- 4 jours de classes : 2,5 jours de congés,
- 3 jours de classes : 2 jours de congés,
- 5 jours de classes (incluant un WE, ex : du mercredi au mercredi) : 5 jours de congés.

C. Prestations hebdomadaires de 39 heures - compensation

Les prestations hebdomadaires s'élèveront à 39H pendant les 37 semaines de l'année scolaire

Un congé compensatoire de 7,5 jours est octroyé

Pour les autres semaines prestées pendant les vacances scolaires, l'horaire hebdomadaire est fixé à 37 h 30.

### .3-Congés

Le nombre de congés annuels et compensatoires est fixé selon les dispositions prévues dans l'annexe 2 du règlement de travail.

Les congés doivent être pris durant les vacances scolaires, en dehors de la première semaine du mois de juillet ainsi que la dernière du mois d'août.

### 4.Hiérarchie et évaluation

Les secrétaires d'écoles font partie du personnel communal. A ce titre, elles sont rattachées au service de l'Instruction publique.

La direction des écoles aura également un rôle de coordination concernant le contenu de la fonction et pourra, dans ce cadre, participer à des entretiens de fonctionnement lorsque ceux-ci sont jugés nécessaires.

### 5.Description de la fonction

-tâches administratives en collaboration et sous l'autorité du chef d'école ;

-assumer le travail du secrétariat de l'école ;

-exécuter son travail sur ordinateur et utiliser les programmes informatiques propres aux écoles ;

-compléter les documents à transmettre au service de l'instruction publique , aux inspections, au ministère, etc...

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

## **Departement Human Resources**

### **HRM - Administratief statuut van de secretaressen van de franstalige gemeentescholen.**

Administratief statuut van de secretaressen van de franstalige gemeentescholen

1.Uurrooster (38H/week)

2-bijkomende prestaties (en compensaties)

3-verloven

4.Hiërarchie en evaluatie

5.functiebeschrijving

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

## **francophones.**

### LE CONSEIL

Vu la circulaire 1993, du 21/08/2007, de la Communauté Française relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire;

Vu la décision du collège échevinal du 14/05/2008 ;

Considérant que les directions d'écoles ont besoin de la présence des assistantes sociales durant un maximum de temps pendant toute l'année scolaire et pas uniquement durant les congés ;

Considérant qu'il s'agit de « coller » au mieux à la réalité du travail ; que les actions à mener sont en lien avec les élèves, les parents, la Direction, l'équipe pédagogique, les agents PMS et les logopèdes ;

Considérant, dès lors, que cela nécessite une mobilisation maximale durant le temps scolaire; ces personnes n'étant pas présentes durant les congés scolaires ;

Considérant que la récupération en journées entières des heures supplémentaires durant les vacances semble une solution pertinente et cohérente ;

Considérant que le cadre des assistantes sociales dans les écoles présente plusieurs statuts différents ;

Considérant, par conséquent, qu'il est nécessaire de concilier les différents statuts Commune et Communauté Française (notamment parce qu'il existe des PMS communaux et Communauté Française et que tout le personnel y travaillant bénéficie d'un même statut) ;

Sur proposition du collège échevinal du 02022015

vu le protocole d'accord n°408 du comité de négociation du 27022015

#### DECIDE

De fixer le statut administratif des assistantes sociales en milieu scolaire francophone comme suit :

##### 1. Horaire de travail

Temps de travail : 36H semaine

7h15 – 9h30 (plage mobile)

9h30-11h45 (plage fixe)

11h45 – 13h30 (plage mobile) (minimum pause de midi de 30min)

13h30-15h (plage fixe)

15h – 18h (plage mobile)

Terme de la plage fixe du matin ramené à 14 h 00 le mercredi (prestations minimum de 6h)

Horaires d'été : application identique à celui existant au sein du personnel communal

##### 2- Prestations supplémentaires

1. Les prestations effectuées lors des activités suivantes sont considérées comme des prestations supplémentaires et sont compensées, via le service GRH, en congé compensatoire

les réunions de parents,

les conseils de participation,

toutes activités organisées par les écoles ou l'administration communale au profit de ces mêmes écoles et de leurs élèves (ex : Marchés de Noël, "Métropole Culture", ...), remise des prix.

B. La participation à des activités extérieures ou à des classes de dépaysement et de découverte (avec logement sur le lieu des activités) donne droit à une compensation prévue de la manière suivante :

5 jours de classes vertes sans WE : 3 jours de congés,

4 jours de classes vertes : 2,5 jours de congés,

3 jours de classes vertes : 2 jours de congés,

5 jours de classes vertes (incluant un WE, ex : du mercredi au mercredi) : 5 jours de congés.

#### C. Prestations hebdomadaires de 39heures semaines-compensation

Les prestations hebdomadaires s'élèveront à 39H/semaine pendant les 37semaines de l'année scolaire.

Les prestations hebdomadaires s'élèveront à 39H/semaine pendant les 37semaines de l'année scolaire.

Un congé compensatoire de 15 jours est octroyé :

10 jours octroyés sur base de l'augmentation du temps de travail : de 36h/sem à 38h,

5 jours octroyés sur base du choix de l'équipe de passer à un horaire hebdomadaire de 39h

Pour les autres semaines prestées pendant les vacances scolaires, l'horaire hebdomadaire est fixé à 36h

#### 3-Congés

Le nombre de congés annuels et compensatoires est fixé selon les dispositions prévues dans l'annexe 2 du règlement de travail.

Les congés doivent être pris durant les vacances scolaires, en dehors de la première semaine du mois de juillet ainsi que la dernière du mois d'août.

#### 4.Hiérarchie et évaluation

Les assistantes sociales des écoles font partie du personnel communal. A ce titre, elles sont rattachées au service de l'Instruction publique.

La direction des écoles aura également un rôle de coordination concernant le contenu de la fonction et pourra, dans ce cadre, participer à des entretiens de fonctionnement lorsque ceux-ci sont jugés nécessaires.

#### 5.Description de la fonction

##### CADRE DE TRAVAIL de l'assistant social en milieu scolaire

Le travail de l'assistant social en milieu scolaire s'inscrit dans le cadre des objectifs généraux du décret Mission du 14 juillet 1997

[1]

à savoir

« 1° promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves;

2° amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle;

3° préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures;

4° assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale. »

##### 1. SA MISSION

Pour ce faire, là où l'équipe pédagogique a une mission de transmission de savoirs et compétences, l'assistant social a lui, une mission d'aide et de soutien. Il veillera donc à l'accrochage scolaire des élèves en tentant de renforcer le lien famille/école.

##### 1. SA DEMARCHE

La démarche de l'assistant social à l'école est essentiellement préventive et non psychothérapeutique. Elle s'inscrit bien souvent dans une dynamique à long terme et dans le respect du code déontologique

[2]

propre à sa formation sociale tel que le respect du secret professionnel ; des lois et règlements en vigueur, du non-jugement de valeur ; du consentement de ses bénéficiaires ; du devoir de collaboration ; ...

Sa mission d'accompagnement est incompatible avec le fait d'exercer de quelconques sanctions notamment sur les élèves fréquentant un établissement scolaire. Son devoir de soutien peut également l'amener à coopérer avec la Direction, l'équipe éducative, les

différents membres du personnel scolaire ainsi que partenaires (sociaux, juridiques, médicaux,...) et ce, dans le respect des pratiques professionnelles de chacun.

Ceci dit, notez que face à certaines informations notamment ayant trait à la protection des mineurs, l'assistant social n'est pas sur le même pied d'égalité que ses autres partenaires scolaires. Là où un devoir de discrétion est prévu pour directions, enseignants, auxiliaires éducatifs, l'assistant social est tenu au secret professionnel tel qu'envisagé par l'article 458 du Code Pénal

[3]

La création d'un partenariat efficace avec l'ensemble de la communauté éducative passe par une certaine flexibilité et ce, dans la mesure de ses disponibilités (notamment dans le cas où celui-ci travaille sur plusieurs implantations) et des priorités que l'assistant social s'est fixé pour atteindre son but. Ceci ne doit pas l'empêcher, dans la limite de son éthique professionnelle, d'aviser son chef hiérarchique direct de ses interventions mais son indépendance d'action est primordiale à l'intérêt de ses bénéficiaires.

### 1. SES OUTILS

Pour tenter d'effectuer au mieux sa mission, l'assistant social a à sa disposition les outils suivants :

- l'entretien formel et informel ;
- la rédaction de rapports et courrier divers ;
- la concertation en interne et externe ;
- la visite à domicile ;
- les contacts téléphoniques ;
- l'intervision ;
- la supervision ;

...

Certains de ses outils requièrent des conditions matérielles de travail indispensables à l'instauration d'une relation de confiance et la confidentialité exigée par sa profession : tels qu'un local personnel, une ligne téléphonique, une connexion internet, une armoire fermée pour pouvoir y ranger ses dossiers, ...

Modalités particulières par rapport à certains outils :

#### a) La visite à domicile :

Dans le cadre scolaire, la visite à domicile est un outil particulier qui doit être utilisé à titre exceptionnel, laissé à l'appréciation de l'assistant social.

Elle ne doit en aucun cas être instrumentalisée à des fins de contrôle social.

L'assistant social jugera de la pertinence de se faire accompagner ou non lors de cette visite.

En cas de suspicion de mineurs en danger, les services compétents seront interpellés car il ne s'agit plus d'une démarche préventive.

#### b) L'intervision :

Modalités :- mensuelle ;

- tournante des lieux de réunion au sein des différents établissements scolaires ;
- l'agenda est communiqué par mail aux directions ;
- possibilité d'intervision « d'urgence » (à savoir possibilité de travailler à plusieurs assistants sociaux de l'équipe sur un même dossier lorsque la situation s'avère trop lourde à gérer seul).

### 1. SES ACTIONS

Concrètement, les champs d'intervention de l'assistant social en milieu scolaire sont multiples et dépendent de la dynamique propre à l'établissement scolaire dans lequel il s'insère. Cependant, voici un récapitulatif (non-exhaustif) des actions qu'il est susceptible de gérer au quotidien:

#### 1. 1. Lutte contre l'absentéisme

Exemples:

- Informations aux responsables parentaux des textes légaux en vigueur

- Relais des situations problématiques aux services compétents
2. Orientation et/ ou suivi dans le cadre de démarches sociales spécifiques

Exemples:

- Recherche et informations de l'existence de services adéquats dans le cadre de demandes sociales précises (types : allocations familiales,

C.P.A.S

[4]

, ...)

- Impulsion de suivi auprès des services compétents en fonction de besoins ciblés (logopédique, médical, ...)

3. Participation aux réunions liées à la vie et à la réussite scolaire des élèves

Exemples:

- Délibérations de fin juin pour l'obtention du C.E.B.

[5]

- Réunions des parents

- Conseils de classe

- Réunion multidisciplinaire dans le cadre du suivi des élèves de 3ème maternelle

- Réunion en matière d'exclusion d'élève

4. Gestion administrative relative aux dossiers sociaux

Exemples :

- Facturation diverse au C.P.A.S, S.A.J

[6]

., S.P.J

[7]

,... en collaboration avec le secrétariat

- Tenue et mise à jour de dossiers divers

5. Soutien aux différents projets scolaires existants

Exemples :

- D.A.S.

[8]

- Projets relatifs aux parents (menés par des associations tels que planning familiale, Ligue de l'Enseignement et de l'Education Permanente,...)

- Projets relatifs aux équipes-mobiles

- Projets santé

- Sorties scolaires

- Classes de dépaysement

6. Soutien lors de la procédure d'inscriptions d'élèves

Exemples :

- Participation éventuelle aux inscriptions en tant que personne sociale-ressource

Dépistage de situations susceptibles d'être problématiques (familles en situations irrégulières sur le territoire, enfants placés, ...)

7. Participation à la vie de l'école hors temps scolaires:

Exemples :

- Fancy-fair

- Conseil de participation

- Coup de Pouce

[1]Chapitre II, art 6.

[2]Cfr annexe 1 : « Code déontologique belge francophone des assistants sociaux »

[3]Cfr annexe 2.

[4]Centre Public d'Action Sociale

[5]Certificat d'étude de base

[6]Service d'Aide à la Jeunesse

[7]Service de Protection de la Jeunesse



Le Conseil approuve le point.  
38 votants : 38 votes positifs.

---

**Departement Human Ressources**  
**HRM - Administratief statuut van de sociaal assistenten van de franstalige gemeentescholen.**

Het administratief statuut van de sociaal assistenten in franstalige schoolomgeving vast te stellen  
meer bepaald inzake het recupereren in verlofdagen tijdens schoolvakanties, van bijkomende prestaties  
het kader van de sociaal assistenten in de gemeentescholen behelst momenteel meerdere verschillende statuten; het is dus nodig de verschillende statuten van de Gemeente en de franstalige gemeenschap in overeenstemming te brengen  
Het administratief statuut van de sociaal assistenten in franstalige schoolomgeving vast te stellen

- 1.Uurrooster (36H/week)
- 2-bijkomende prestaties (en compensaties)
- 3-verloven
- 4.Hiërarchie en evaluatie
- 5.functiebeschrijving

De Raad keurt het punt goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0027 **Département des Ressources Humaines**  
**GRH - Petite enfance - Descriptions de fonctions du personnel des crèches communales.**

LE CONSEIL

Vu sa décision du 09/02/2015 par laquelle il fixe l'organigramme de l'administration communale ;  
Considérant que les crèches communales dépendent de la cellule petite enfance ;  
Considérant que des descriptions de fonction commune devraient être établie pour toutes les crèches communales ;  
Vu les descriptions de l'O.N.E. ;  
sur proposition du collègue échevinal du 23022015  
vu le protocole d'accord n°410 du comité de négociation du 27022015

DECIDE

Article unique :  
d'établir les descriptions de fonctions du personnel des crèches communales francophones comme suit :

**PETITE ENFANCE**

**CRECHES COMMUNALES**

**FONCTION DE DIRECTION**

<b><u>SERVICE</u></b>	Crèches communales
<b><u>DESCRIPTION DE FONCTION</u></b>	Directrice de crèche
Type de la fonction	Secrétaire technique chef
Horaire	Temps plein
Responsable	Responsable de service
Niveau	Niveau B4

### **ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL**

Dépend hiérarchiquement de la cellule

### **DESCRIPTION DES TACHES**

La fonction est évolutive

Toutes tâches et missions en rapport avec la fonction

**Garantir l'élaboration et la mise en œuvre du projet d'accueil :**

Organiser et animer les réunions d'équipe (ordre du jour, rédaction d'un PV ? ...)

Initier et soutenir la consultation des parents,

Initier et soutenir le travail en réseau,

Veiller à l'adéquation des infrastructures et des équipements, à l'aménagement des espaces au projet d'accueil (avec le PO, l'équipe),

Evaluer les pratiques professionnelles (observer, réaliser des entretiens, réajuster,...),

Réaliser des évaluations et réajuster le projet d'accueil,

Garantir le respect du ROI,

Garantir le respect des règles de déontologie,

Rendre compte au PO

**Gérer les ressources humaines :**

Participer au recrutement du personnel,

Encadrer les nouveaux et les stagiaires,

Gérer l'équipe (psycho médico sociale, puéricultrices,...)

Répartir les prestations et organiser les horaires en veillant à la continuité de l'accueil de (Code de qualité),

Evaluer le personnel au regard des objectifs du projet d'accueil,

Faire circuler l'information dans le respect des règles de déontologie (secret professionnel ...)

Garantir la formation continuée de chacun.

**Gérer les aspects administratifs :**

Veiller à l'application de la législation en matière d'inscriptions

Garantir le respect des règles et des procédures établies par les autorités fédérales, régionales, communautaires, locales (RGPT, SRI, AFSCA, ...)

Tenir à jour les documents administratifs requis

**Gérer les aspects logistiques :**

Veiller à la gestion des stocks (matériel, alimentation, produits d'entretien, chauffage,...)

Veiller à l'organisation matérielle de la structure (notamment par le respect des recommandations en matière de santé en collectivité)

### **PROFIL**

**Compétences**

Capacité à manager une équipe

Appliquer scrupuleusement les réglementations

Appliquer les législations  
 Capacités rédactionnelles  
 Donner des informations claires  
 Dynamique  
 Esprit d'équipe  
 Organisé  
 Résistant au stress  
 Respectueux des délais  
 Respecter la confidentialité  
 Respecter le secret professionnel

Connaissances

Graduat / Bachelor en soins infirmiers, spécialisée en santé communautaire ou d'assistante  
 d'une formation supérieure à finalité psychopédagogique reconnue par le Gouvernement  
 Formation ou expérience en crèche

**FONCTION D'INFIRMIERE**

<b><u>SERVICE</u></b>	Crèches communales
<b><u>DESCRIPTION DE FONCTION</u></b>	Secrétaire technique
Type de la fonction	Infirmière
Horaire	Temps plein
Responsable	Non
<b><u>Niveau</u></b>	Niveau B

**ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL**

Dépend hiérarchiquement de la direction

**DESCRIPTION DES TACHES**

La fonction est évolutive  
 Toutes tâches et missions en rapport avec la fonction  
Par rapport à chaque enfant :  
 Constituer le dossier médical suite au contact avec les parents,  
 Organiser les consultations et le suivi médical des enfants en collaboration avec le médecin  
 choix des parents (bilans de santé, guide de médecine préventive) (sauf en MCAE)  
 Participer aux dépistages proposés par l'ONE  
 Veiller au suivi des vaccinations  
 Compléter le carnet de l'enfant  
 Organiser, en collaboration avec la responsable et le médecin, l'accueil et le suivi d'un enfant  
 nécessite une attention particulière  
 Assurer le relais d'informations entre les parents et le médecin  
 Exercer un rôle de soutien à la parentalité, plus spécialement en matière de promotion à la parentalité  
Par rapport à la collectivité (enfants et personnel) :  
 Vérifier que la surveillance médicale du personnel et des stagiaires soit assurée,  
 Informer le médecin de tous problèmes de santé relatifs aux enfants, au personnel  
 S'assurer du respect des règles d'éviction,  
 Gérer la pharmacie et veiller au bon fonctionnement des appareils nécessaires à la consultation

Participer à l'élaboration des menus ; assurer le contrôle de la mise en conformité en for normes de l'AFSCA (circuit des aliments, préparation, conservation). Veiller au respect spécifiques conformément aux recommandations ONE  
 Promouvoir et vérifier le respect des mesures d'hygiène et de sécurité dans le champ de compétences  
 Participer à la récolte des données épidémiologiques (BDMS, cadastre des événements graves, dépistages divers,...)  
 Informer les accueillantes des notions diverses relatives à la santé et l'hygiène,  
 Collaborer avec l'équipe dans le respect des règles de déontologie,  
 Participer aux formations continuées  
 Collaborer à l'élaboration du projet d'accueil.  
 Travailler en collaboration avec l'assistante sociale lors de situations particulières.

## **PROFIL**

### Compétences

Capacité à manager une équipe  
 Appliquer scrupuleusement les réglementations  
 Appliquer les législations  
 Capacités rédactionnelles  
 Donner des informations claires  
 Dynamique  
 Esprit d'équipe  
 Organisé  
 Résistant au stress  
 Respectueux des délais  
 Respecter la confidentialité  
 Respecter le secret professionnel

### Connaissances

Graduat / Bachelor en soins infirmiers  
 Formation ou expérience en crèche  
 Les aspects psycho pédagogiques du développement de l'enfant  
 La santé dans les milieux d'accueil de la petite enfance  
 Guide de médecine préventive  
 Règles déontologiques  
 Bases réglementaires : aspects relatifs à la santé (AMA, Code de qualité) ; AFSCA ; sé jouets ; ...

## **FONCTION SOCIALE**

<b><u>SERVICE</u></b>	Crèches communales
<b><u>DESCRIPTION DE FONCTION</u></b>	Secrétaire technique
Type de la fonction	Assistante sociale
Horaire	Temps plein
Responsable	Non
<b><u>Niveau</u></b>	Niveau B

---

## **ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL**

Dépend hiérarchiquement de la direction

---

## **DESCRIPTION DES TACHES**

La fonction est évolutive

Toutes tâches et missions en rapport avec la fonction

Garantir l'élaboration et la mise en œuvre du projet d'accueil :

Organiser et animer les réunions d'équipe (ordre du jour, rédaction d'un PV, ...)

Procéder aux inscriptions :

Planifier les admissions en tenant compte de la réglementation, des besoins des parents de la structure.

Expliciter le projet d'accueil, en ce compris le ROI :

Collaborer à l'élaboration du projet d'accueil

Assurer les contacts avec les familles :

Veiller à l'accueil des parents dès le premier contact et tout au long du séjour de l'enfant

Favoriser et ajuster les moyens de communication dans le respect des règles de déontologie

Veiller à la justesse des attitudes vis-à-vis des familles, ainsi qu'au respect des règles de

S'entretenir avec les parents dans le milieu d'accueil ou à domicile (permanence, rendez-vous) ;  
but d'assurer à l'enfant un accueil personnalisé,

Exercer un rôle de soutien à la parentalité, plus spécialement dans les matières sociales et éducatives

Gérer les plaintes des parents

Gérer les situations de maltraitance d'enfant, en collaboration avec la directrice et les services

Organiser une réunion annuelle :

Organiser la réunion et toute autre forme de participation des parents.

Calculer la PFP des parents :

Réaliser à cet effet les enquêtes sociales, qui sont de son ressort exclusif,

Participer à la coordination sociale de son secteur de travail

Participer aux formations continuées

Pourvoir remplacer la directrice lorsqu'elle s'absente (légitimité).

---

## **PROFIL**

### Compétences

Capacité à manager une équipe

Appliquer scrupuleusement les réglementations

Appliquer les législations

Capacités rédactionnelles

Donner des informations claires

Dynamique

Esprit d'équipe

Organisé

Résistant au stress

Respectueux des délais

Respecter la confidentialité

Respecter le secret professionnel

---

### Connaissances

Graduat / Bachelor d'assistante sociale

Législation sociale et familiale,  
Réglementation ONE  
Aspects psycho pédagogiques du développement de l'enfant  
Communication

### **FONCTION DE PUERICULTRICE**

<b><u>SERVICE</u></b>	Crèches communales
<b><u>DESCRIPTION DE FONCTION</u></b>	Assistant technique
Type de la fonction	Puéricultrice
Horaire	Temps plein
Responsable	Non
<u>Niveau</u>	Niveau C

### **ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL**

Dépend hiérarchiquement de la direction

### **DESCRIPTION DES TACHES**

La fonction est évolutive

Toutes tâches et missions en rapport avec la fonction

Relation avec l'enfant :

Etablir une relation privilégiée avec l'enfant en lui assurant une sécurité affective, psychologique, physique,

Garantir les besoins premiers de l'enfant : repas, hygiène, repos, sécurité,

Contribuer à la continuité de l'accueil,

Adapter ses modes d'agir pour rencontrer au mieux les besoins de chacun (définir des règles, organiser le déroulement de la journée, ...),

Accompagner les émotions de l'enfant et soutenir sa conscience de lui-même ;

Contribuer à son développement cognitif (schéma corporel, orientation spatiale, notion du temps, du respect de son âge et de son développement ;

Contribuer à son développement sensori-moteur (marche, propreté) dans le respect de son espace propre,

Contribuer à l'acquisition de l'autonomie de l'enfant en lui donnant une place active,

Communiquer avec l'enfant (verbal et non-verbal),

Soutenir les interactions entre enfants,

Participer à l'ajustement de l'environnement matériel et des espaces (contact visuel entre l'enfant et l'adulte, moments privilégiés entre l'adulte et l'enfant, activités et rythmes différenciés).

Relation aux parents :

Accueillir les parents,

Communiquer, établir une relation professionnelle avec les parents,

Participer aux réunions de parents organisées par le responsable,

Projet d'accueil :

Mettre en pratique le projet d'accueil,

Participer aux réunions d'équipe,

S'interroger sur ses pratiques professionnelles,

Faire évoluer ses pratiques en lien, notamment, avec le code de qualité,

Respecter la déontologie.

Aspects administratifs :

Noter les présences en collaboration avec la responsable,

Compléter le cahier d'observations afin d'assurer une continuité équipe-parents,  
Utiliser les outils et modes de communication mis en place par le milieu d'accueil.

Ressources humaines :

Participer à la formation continuée,  
Mettre en pratique les acquis de la formation dans le cadre du projet d'accueil et en con  
la responsable et l'équipe,  
Travailler en collaboration avec tous les membres de l'équipe,  
Participer éventuellement à l'accueil des stagiaires.

Aspects santé dans la collectivité :

Garantir de bonnes conditions d'hygiène,  
Veiller au respect de la santé dans la collectivité,  
Assurer le suivi des enfants qui nécessitent une attention particulière.

Relations avec l'ONE, avec l'environnement :

Collaborer avec l'ONE en concertation avec la directrice du milieu d'accueil,  
Collaborer avec les partenaires choisis par le milieu d'accueil (ex : bibliothèques, écoles

---

**PROFIL**

Compétences

Capacités rédactionnelles  
Donner des informations claires  
Dynamique  
Esprit d'équipe  
Organisé  
Résistant au stress  
Respectueux des délais  
Respecter la confidentialité  
Respecter le secret professionnel  
Porter le vêtement de travail  
Ouvert à la communication

---

Connaissances

CESS en puériculture.

Le Conseil approuve le point.  
38 votants : 38 votes positifs.

---

**Departement Human Resources**

**HRM - Kinderopvang - Functiebeschrijving van het personeel van de gemeentelijke kinderdagverblijven.**

DE RAAD

in het kader van het nieuwe organigram van het gemeentebestuur hangen de franstalige gemeentelijke kinderdagverblijven af van de cel 'jeugd '  
het is dus nodig de functiebeschrijvingen op te stellen volgens de normen van het 'ONE'

de functiebeschrijvingen van het personeel van de franstalige gemeentelijke kinderdagverblijven als volgt vast te stellen :  
technisch hoofdsecretaris - Directrice diensthoofd B4  
technisch secretaris - verpleegster B  
technisch secretaris - sociaal assistente B  
technisch assistent - kinderverzorgster C

De Raad keurt het punt goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0028 **Département des Ressources Humaines**  
**GRH - Statut pécuniaire – Valorisation des années prestées antérieurement -**  
**Modification.**

LE CONSEIL

vu sa délibération du 10 juillet 1997 par laquelle le Conseil communal décide de fixer le statut pécuniaire du personnel communal ;

Vu sa délibération du 9 décembre 1999 par laquelle le Conseil communal décide de revoir ladite délibération et particulièrement la réglementation en matière de valorisation des services antérieurs, comme suit :

- les services prestés au sein du secteur public sont valorisés dans leur entièreté,
- les services prestés au sein du secteur privé, et ayant une utilité directe et incontestable pour la fonction exercée sont pris en considération pour tous à concurrence de 6 années maximum,
- une valorisation supérieure à 6 ans demeure possible pour les fonctions pour lesquelles la chose est prévue réglementairement et moyennant l'approbation de l'autorité de tutelle.

(Approuvé le 06.03.2000 par Monsieur le Ministre de la Région Bruxelloise – Lettre du 13.03.2000 – réf. 012-2000/1392-csc) ;

Considérant qu'une inégalité est ainsi créée entre le personnel communal;

Considérant qu'il convient dès lors d'adopter le statut pécuniaire;

Sur proposition du collège échevinal du 19.01.2015

vu le protocole d'accord n°407 du comité de négociation du 27.02.2015

**D E C I D E :**

Article unique :

de modifier sa délibération du 9 décembre 1999 en matière de valorisation des services antérieurs, comme suit, à partir du 01.01.2015 (sans effet rétroactif), et pour le personnel contractuel (CDI/CDD et contrat de

remplacement).

Les services admissibles

Sont admissibles pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, les services effectifs que



l'agent a prestés à quelque titre que ce soit, comme titulaire

d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes ou partielles :

\* dans les services de l'Union européenne;

\* dans les services de l'Etat fédéral, des Communautés, des Régions, de la Commission communautaire commune, de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire flamande ou dans d'autres services publics;

\* dans les administrations locales;

\* dans les établissements d'enseignement des communautés, dans les établissements d'enseignement subventionnés par une subvention traitement, dans les offices d'orientation scolaire et professionnelle ou les centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés par une subvention-traitement;

\* dans les universités de droit public et libres quelle que soit leur source de financement;

\* dans un service public comparable à un de ceux énumérés au présent paragraphe, dans un Etat de l'Union européenne; moyennant une décision d'admissibilité prise par le collègue.

\*au sein des asbl. Paracommunales

Peuvent également être admis pour un maximum de six ans les services effectivement prestés sous contrat de travail dans le secteur privé ou en tant qu'indépendant.

Une valorisation supérieure à 6 ans demeure possible pour les fonctions spécifiques et pour lesquelles la chose est prévue réglementairement (à spécifier lors de l'appel d'offre).

La valorisation se fera sur base d'une attestation de l'ancien employeur mentionnant :

a) la période du lien contractuel;

b) l'horaire de travail (la valorisation est réduite à due concurrence en cas d' horaire réduit)

c) le détail de la fonction exercée

L'extrait du cimir ne peut pas être accepté.

La durée des services admissibles :

- se compte par mois de calendrier; ceux qui ne couvrent pas le mois entier sont négligés.

- ne peut dépasser la durée réelle des périodes que couvrent ces services.

- accomplis dans deux ou plusieurs fonctions exercées simultanément ne peut jamais dépasser la durée des services qui auraient été accomplis pendant la même période dans une seule fonction à prestations de travail complètes.

Toutefois, la durée des services admissibles, que l'agent a accomplis à titre intérimaire ou temporaire dans l'enseignement est fixée par le collègue, sur base de l'attestation délivrée par les autorités compétentes et établie conformément au modèle fixé par l'arrêté royal du 27.07.1989.

sur base de l'attestation délivrée par les autorités compétentes et établie conformément

au modèle fixé par l'arrêté royal du 27.07.1989.

Les prestations complètes mentionnées sur cette attestation pour lesquelles le paiement s'est effectué en dixièmes et qui ne représentent pas une année complète de services effectifs par année scolaire, sont comptabilisées jour par jour. Le nombre global des jours de service ainsi accomplis et comportant des prestations complètes est multiplié par 1,2.

Le total de cette opération arithmétique est ensuite divisé par 30. Le produit obtenu donne le nombre de mois à prendre en considération; le reste est négligé. Les prestations complètes mentionnées, sur la même attestation, qui prouvent que l'agent a été occupé pendant une année complète, valent pour un total de 300 jours et représentent une année de service à prendre en considération.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

## **Departement Human Resources**

### **HRM- Geldelijk statuut – Valorisering van vroeger gepresteerde diensten - Wijziging**

#### **DE RAAD**

Gelet op zijn beraadslaging van 10071997 waarbij besloten werd het geldelijk statuut van het gemeentepersoneel vast te stellen

Gelet op zijn beraadslaging van 9.12.1999 waarbij besloten werd het geldelijk statuut van het gemeentepersoneel te herzien, namelijk de valorisering van diensten verricht in de privésector (Goedgekeurd op 6.03.2000 door de Heer Minister van het Brusselse Gewest – ref. 012-2000/1392-csc) ;

Overwegende dat aldus een inegaliteit gecreeërd wordt tussen het gemeentepersoneel

Overwegende dat het dus nodig is het geldelijk statuut aan te passen

op voorstel van het schepencollege van 19012015

gelet op het protokoolakkoord nr 407 van het onderhandelingscomité van 27022015

Besluit:

enig artikel:

zijn beraadslaging van 9.12.1999 betreffende het geldelijk statuut van het gemeentepersoneel als volgt te herzien, vanaf 01.01.2015 (zonder terugwerkende kracht), en voor het contractueel personeel (COD/CBD/vervangingscontract).

#### *De toegelaten diensten*

Worden toegelaten voor de berekening van de geldelijke anciënniteit, de diensten die de agent effectief heeft gepresteerd als titularis van een bezoldigde functie met volledige of gedeeltelijke prestaties

in de diensten van de Europese unie;

In de diensten van de federale overheid, de gemeenschappen, de gewesten, de gemeenschappelijke communautaire commissie, de Franse gemeenschapscommissie, de Vlaamse gemeenschapscommissie of in andere openbare diensten

In de lokale besturen

In de onderwijsinstellingen van de gemeenschappen, in de gesubsidieerde onderwijsinstellingen, in de instellingen met onderwijs- en beroepsoriëntatie of de vrije gesubsidieerde psycho medische sociale centra

In de universiteiten van openbaar recht en vrije universiteiten ongeacht hun financiering

In een openbare dienst vergelijkbaar met de vorige paragraaf, in een staat van de Europese unie, mits een toelaatbaarheidsbeslissing genomen door het college

Binnen de paracommunale vzw's

Kunnen eveneens toegelaten worden voor een maximum van 6 jaar, de diensten effectief gepresteerd onder arbeidscontract in de privésector of in de hoedanigheid van zelfstandige

Een valorisatie van meer dan 6 jaar blijft mogelijk voor specifieke functies en waarvoor de zaak reglementair voorzien is (te specificeren bij de oproep van de offerte)

De valorisering zal gebeuren op basis van een attest van de vroegere werkgever met vermelding van

De periode van de contractuele verbintenis

Het uurrooster (de valorisering wordt gelijkredig verminderd bij deeltijds uurrooster)

Het detail van de uitgeoefende functies

Het uittreksel van CIMIRE kan niet worden aanvaard

De duur van de toelaatbare diensten :

Wordt berekend per kalendermaand, degene die geen volledige maand beslaan worden verwaarloosd

Mag de reële duur van de periodes die deze diensten dekken niet overschrijden

Verricht in twee of meerdere functies tegelijk mag nooit de duur van de diensten die zouden verricht zijn tijdens dezelfde periode in een enkele functie met volledige prestaties, overschrijden

de duur van de toelaatbare diensten die de agent volbracht heeft als interimair of tijdelijke in het onderwijs worden vastgesteld op basis van een attest afgeleverd door de bevoegde overheid en opgesteld conform aan het model bepaald in het koninklijk besluit van 27.07.1989.

De volledige diensten vermeld in dit attest, voor dewelke de betaling gebeurde in tienden en die geen volledig jaar effectieve diensten uitmaken per schooljaar, worden verrekend in dagen.

Het aantal dagen effectieve diensten, aldus volbracht, en volledige diensten uitmakende, wordt vermenigvuldigd met 1.2.

Het totaal van deze wiskundige bewerking wordt vervolgens gedeeld door 30. Het resultaat geeft het aantal maanden dat in aanmerking moet genomen worden; de rest wordt verwaarloosd.

De volledige diensten vermeld op ditzelfde attest, die bewijzen dat de agent diensten gepresteerd heeft gedurende één volledig jaar, gelden voor een totaal van 300 dagen en vertegenwoordigen 1 dienstjaar dat in aanmerking genomen wordt.

De Raad keurt het punt goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0029 **Département Services généraux et Démographie**  
**Affaires juridiques - Projet EKLA - Convention entre la Commune et les s.c.r.l. Re-Vive Land Vandenheuvel et Re-Vive Vandenheuvel pour le nouveau parc et le parvis - Renonciation anticipée au bail emphytéotique du 29 novembre 2002 et cession à titre gratuit - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 123, 3° et 9° de la Nouvelle Loi Communale ;  
Vu la décision du Collège échevinal prise en sa séance du 2 octobre 2013 :

- « d'approuver le principe de renoncer à son droit d'emphytéose existant sur la parcelle 905/K/10, d'une superficie de 1400 m<sup>2</sup>, au profit de Re-Vive qui, en contrepartie, lui cède la pleine propriété d'une surface de terrain comprise dans le site d'environ 1600 m<sup>2</sup> ;
- de mettre en œuvre cette transaction sous forme de convention à la condition que le projet EKLA de la société Re-Vive respecte la mixité des fonctions et affectations (logements publics et privés, bureau, hôtel, crèche, commerce et école) ;
- de conditionner la renonciation de l'emphytéose au fait que la société Re-Vive revende cette parcelle à la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale (S.D.R.B.) afin que celle-ci y développe son projet » ;

Considérant que, par acte du notaire associé Olivier Neyrinck à Jette du 29 novembre 2002, l'association sans but lucratif « Inrichtende Macht van de Vlaamse Katholieke Hogeschool Voor Wetenschap en Kunst », en abrégé « W&K » a constitué au profit de la Commune un droit d'emphytéose sur une partie du site, à savoir la parcelle cadastrée 905/K/10, à charge pour elle d'y aménager un parc public, ce qui a été fait ; que ledit acte de bail emphytéotique a été conclu pour une durée de 50 ans prenant cours à la signature de l'acte pour se terminer de plein droit le 28 novembre 2052 ;

Considérant que la société coopérative à responsabilité limitée Re-Vive Land Vandenheuvel a succédé à W&K, en qualité de titulaire des droits de propriété sur la parcelle donnée en emphytéose à la Commune, par acte du notaire Steven Verbist à Gand du 3 octobre 2011 ;

Considérant que la parcelle de terrain actuellement cadastrée 905/K/10, parcelle donnée en emphytéose à la Commune, fait l'objet d'un compromis de vente daté du 5 décembre 2013 entre la s.c.r.l. Re-Vive Land Vandenheuvel et la S.D.R.B. ; que dans ce compromis, la S.D.R.B. s'est engagée, sous la forme d'une stipulation en faveur de la Commune, à constituer au profit de la parcelle indiquée par le numéro 2 sur le plan ci-annexé une servitude de passage public sur la parcelle actuellement cadastrée 905/K/10 indiquée par le numéro 3 sur le plan ci-annexé, à ne pas démolir le parc actuel tant qu'elle n'effectue pas de travaux sur la parcelle actuellement cadastrée 905/K/10 et à ne démolir le parc actuel qu'après s'être concertée avec la Commune et en tenant compte du planning de construction du nouvel espace public ;

Considérant qu'il est prévu dans le projet de convention ci-annexé que la Commune renonce anticipativement à son droit d'emphytéose qu'elle détient actuellement sur la parcelle de terrain cadastrée 905/K/10 ;

Considérant qu'en contrepartie de cette renonciation, la s.c.r.l. Re-Vive Land Vandenheuvel :

- cède à la Commune la pleine propriété des parcelles indiquées par les numéros 2 et 4 sur le plan ci-annexé (partie de la parcelle cadastrée 905/H/10 et partie de la parcelle cadastrée 905/E/10) ;
- fait aménager sur les parcelles indiquées par les numéros 2, 3 et 4 sur le plan ci-annexé le nouveau parc et le parvis ;
- constitue au profit de la parcelle indiquée par le numéro 2 sur le plan ci-annexé une servitude de passage public sur la parcelle actuellement cadastrée 905/K/10 indiquée par le numéro 3 sur le plan ci-annexé pour permettre un accès aisé au nouveau parc et ce dans l'hypothèse où la vente entre la s.c.r.l. Re-Vive Land Vandenheuvel et la S.D.R.B. n'aboutirait pas ;

Considérant que la cession par la s.c.r.l. Re-Vive Land Vandenheuvel à la Commune de

la pleine propriété des parcelles indiquées par les numéros 2 et 4 sur le plan ci-annexé intervient à titre gratuit ;

Considérant que la Commune octroie un droit de préemption à la s.c.r.l. Re-Vive Land Vandenheuvel sur les parcelles indiquées par les numéros 2 et 4 sur le plan ci-annexé ;

Considérant que le projet de convention entre la Commune et Re-vive permet non seulement la conservation d'une surface d'espace vert, mais également la réalisation d'un projet plus large incluant des logements publics (+/- 30 logements acquisitifs moyens, par CityDev/SDRB, 88 logements gérés par une agence immobilière sociale, dont 48 logements destinés à des usagers du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean suivant des études supérieures) et de logements privés, d'une crèche, d'une école néerlandophone (+/- 200 places), d'un commerce et des équipements ;

Considérant qu'une mixité de fonctions, une mixité sociale et une ouverture sur le quartier sont donc prévues ;

Considérant la nécessité pour la Commune de permettre le lancement d'une dynamique de développement urbain dans le quartier de la Gare de l'Ouest, et à travers cet exemple, d'inciter d'autres opérateurs, tant publics que privés, à accélérer à leur tour l'activation de leurs terrains non-bâties ou de leurs bâtiments laissés à l'abandon;

Sur proposition du Collège échevinal, en sa séance du 23 mars 2015 ;

DECIDE :

Article Unique :

D'approuver les termes du projet de convention entre la Commune et les s.c.r.l. Re-Vive Land Vandenheuvel et Re-Vive Vandenheuvel pour le nouveau parc et le parvis dans le cadre du projet EKLA, repris dans le document joint à la présente délibération.

Expédition de la copie de la présente délibération aux service(s) suivant(s) : B 19 (IDB-001), 31, 41, 4 et 6.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

---

## **Departement Algemene diensten en Demografie**

### **Juridische zaken - EKLA-project - Overeenkomst tussen de Gemeente en de c.v.b.a. Re-Vive Land Vandenheuvel en Re-Vive Vandenheuvel voor het nieuwe park en het voorplein - Vroegtijdige afstand van de erfpacht van 29 november 2002 en gratis overdracht - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gezien artikel 123, 3° en 9° van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de beslissing van het Schepencollege genomen in zijn zitting van 2 oktober 2013 :

- « *het principe goed te keuren om afstand te doen van haar bestaand recht op erfpacht op perceel 905/K/10, met een oppervlakte van 1400 m<sup>2</sup>, ten gunste van Re-Vive dat, als tegenprestatie, haar de volle eigendom overdraagt van een in de site vervatte terreinoppervlakte van ongeveer 1600 m<sup>2</sup> ;*
- *om deze transactie in de vorm van een overeenkomst uit te voeren op voorwaarde dat het EKLA-project van het bedrijf Re-Vive het gemengd zijn van de functies en de bestemmingen (openbare en private huisvesting, kantoor, hotel, kinderdagverblijf, handelszaak en school) in acht neemt ;*
- *de afstand van het erfpacht te laten afhangen van het feit dat het bedrijf Re-Vive dit perceel doorverkoopt aan de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij*

*voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (G.O.M.B.) opdat die er haar project zou ontwikkelen » ;*

Overwegende dat, via de notaris-vennoot Olivier Neyrinck te Jette op 29 november 2002, de vereniging zonder winstoogmerk « Inrichtende Macht van de Vlaamse Katholieke Hogeschool Voor Wetenschap en Kunst », afgekort « W&K » ten gunste van de Gemeente een recht op erfpacht heeft opgesteld op een gedeelte van de site, namelijk het perceel ten kadaster gekend onder 905/K/10, met als opdracht er een openbaar in te richten, wat gebeurd is ; dat de vermelde akte van erfpachtvereenkomst gesloten is voor een duur van 50 jaar die aanvangt vanaf de ondertekening van de akte om van rechtswege te eindigen op 28 november 2052 ;

Overwegende dat de coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Re-Vive Land Vandenheuvel via akte van notaris Steven Verbist te Gent op 3 oktober 2011, W&K in zijn hoedanigheid van drager van de eigendomsrechten op het aan de Gemeente in erfpacht gegeven perceel ;

Overwegende dat het terreinperceel dat op dit ogenblik ten kadaster is geregistreerd als 905/K/10 en dat in erfpacht is gegeven aan de Gemeente, het voorwerp uitmaakt van een voorlopige verkoopakte van 5 december 2013 tussen de c.v.b.a. Re-Vive Land Vandenheuvel en de G.O.M.B. ; dat in deze voorlopige akte, de G.O.M.B. zich heeft verbonden om, onder de vorm van een bepaling ten gunste van de Gemeente, ten gunste van het op het hierbij gevoegde plan door nummer 2 aangeduide perceel, een recht op openbare doorgang te vormen op het perceel dat op dit ogenblik ten kadaster geregistreerd is als 905/K/10, op het hierbij bijgevoegde plan vermeld door nummer 3, om het huidige park niet af te breken zolang zij geen werken verricht op het perceel dat op dit ogenblik ten kadaster is geregistreerd als 905/K/10 en om het huidige park slechts af te breken na overleg met de Gemeente te hebben gehad en door rekening te houden met de planning van de bouw van de nieuwe openbare ruimte ;

Overwegende dat in de hierbij gevoegde ontwerpvereenkomst voorzien is dat de Gemeente voorafgaand afstand doet van haar recht op erfpacht dat ze op dit ogenblik heeft op het terreinperceel dat ten kadaster is geregistreerd als 905/K/10 ;

Overwegende dat als tegenprestatie voor deze afstand, de c.v.b.a. Re-Vive Land Vandenheuvel :

- afstand doet aan de Gemeente van de volle eigendom van de door nummer 2 en 4 op het bijgevoegde plan vermelde percelen (deel van het perceel ten kadaster geregistreerd als 905/H/10 en deel van het perceel ten kadaster geregistreerd als 905/E/10) ;
- het nieuwe park en voorplein op de door nummer 2, 3 en 4 vermelde percelen op het bijgevoegde plan doet aanleggen ,
- ten gunste van het door nummer 2 vermelde perceel op het hierbij gevoegde plan een recht op openbare doorgang vormt op het perceel dat op dit ogenblik ten kadaster geregistreerd is als 905/K/10 vermeld door nummer 3 op het hierbij gevoegde plan, om een gemakkelijke toegang mogelijk te maken naar het nieuwe park, in de veronderstelling dat de verkoop tussen de c.v.b.a. Re-Vive Land Vandenheuvel en de G.O.M.B. niet zou doorgaan ;

Overwegende dat de afstand door de c.v.b.a. Re-Vive Land Vandenheuvel aan de Gemeente van de volle eigendom van de op het bijgevoegde plan door nummer 2 en 4 vermelde percelen gratis geschiedt ;

Overwegende dat de Gemeente een voorkooprecht toekent aan de c.v.b.a. Re-Vive Land Vandenheuvel op de op het bijgevoegde plan door nummer 2 en 4 vermelde percelen ;

Overwegende dat de ontwerpvereenkomst tussen de Gemeente en Re-vive niet enkel het behoud van een oppervlakte groene ruimte mogelijk maakt, maar ook de uitvoering

van een breder project dat openbare woningen (+/- 30 middelgrote koopwoningen, door CityDev/GOMB, 88 woningen beheerd door een sociaal verhuurkantoor, waarvan 48 woningen bestemd voor gebruikers van het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek die hogere studies volgen) en private woningen, een kinderdagverblijf, een Nederlandstalige school (+/- 200 plaatsen), een handelszaak en uitrustingen, omvat ; Overwegende dat er dus een mix aan functies, een sociale mix en een opening naar de wijk toe zijn voorzien;

Gezien de noodzaak voor de Gemeente om de opstart mogelijk te maken van een dynamiek van stedelijke ontwikkeling in de wijk van het Weststation, en via dit voorbeeld, andere initiatiefnemers, zowel openbare als private, om op hun beurt de activering van hun niet-bebouwde terreinen of hun leegstaande gebouwen te versnellen;

Op voorstel van het Schepencollege in zitting van 23 maart 2015 ;

**BESLIST:**

Enig artikel

De bepalingen van de ontwerpovereenkomst tussen de Gemeente en de c.v.b.a. Re-Vive Land Vandenheuvel en Re-Vive Vandenheuvel voor het nieuwe park en het voorplein in het kader van het EKLA-project, vermeld in het bij deze beraadslaging gevoegde document, goed te keuren.

Verzending van de kopie van deze beraadslaging aan volgende dienst(en) : B 19 (IDB-001), 31, 41, 4 en 6.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0030 **Département Finances**

**Finances - Arrêt de crédits provisoires pour le 2ème trimestre 2015.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il y a lieu de voter des crédits provisoires afin d'assurer la bonne marche de l'administration communale, conformément à l'article 14 du R.G.C.C.;

Considérant que ces crédits provisoires ne pourront excéder, par mois, le douzième du crédit budgétaire de l'exercice précédent;

Considérant que cette restriction n'est pas applicable aux dépenses relatives à la rémunération du personnel et au paiement des primes d'assurance et des taxes ;

Considérant que les crédits provisoires ne concernent que les dépenses ordinaires et excluent, de ce fait, l'engagement de dépenses extraordinaires;

DECIDE :

Article unique

D'arrêter les crédits provisoires pour le 2ème trimestre 2015.

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 24 votes positifs, 14 abstentions.

---

**Departement Financiën**

**Financiën - Vaststelling van voorlopige kredieten voor het tweede trimester 2015.**

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig is voorlopige kredieten te stemmen teneinde de goede werking van de gemeente te garanderen, overeenkomstig artikel 14 van het Algemeen Reglement op de Gemeenteboekhouding;

Overwegende dat deze voorlopige kredieten mogen, per maand, niet meer bedragen dan een twaalfde van het begrotingskrediet van het vorig dienstjaar;

Overwegende dat deze beperking niet van toepassing is op de uitgaven betreffende het bezoldigen van het personeel en het betalen van verzekeringspremies en belastingen;

Overwegende dat de voorlopige kredieten alleen betrekking hebben op de uitgaven van de gewone dienst en dat hierdoor de buitengewone uitgaven niet mogen aangewend worden;

BESLUIT :

Enig artikel

Voorlopige kredieten vast te stellen voor het tweede trimester 2015.

De onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichhoudende Overheid verzend worden.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 24 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

*Mohammadi Chahid entre en séance / treedt in zitting*

*Nicole Linders-Dubocage entre en séance / treedt in zitting*

*Jamal Ikazban quitte la séance / verlaat de zitting*

*Abdellah Achaoui quitte la séance / verlaat de zitting*

*Paulette Piquard quitte la séance / verlaat de zitting*

*Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting*

*Amet Gjanaj quitte la séance / verlaat de zitting*

*Ann Gilles-Goris quitte la séance / verlaat de zitting*

*Jef Van Damme quitte la séance / verlaat de zitting*

*Olivia P'Tito quitte la séance / verlaat de zitting*

*Michaël Vossaert quitte la séance / verlaat de zitting*

*Nader Rekik quitte la séance / verlaat de zitting*

*Farida Tahar quitte la séance / verlaat de zitting*

*Dirk Berckmans quitte la séance / verlaat de zitting*

*Shazia Manzoor quitte la séance / verlaat de zitting*

---

25.03.2015/A/0031 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**  
**Propriétés communales - Rue des Quatre-Vents, 190 - Occupation d'un bien rénové dans le cadre du contrat de quartier Ecluse-Saint-Lazarre - Location d'un local sis dans le bâtiment de l'école communale n°5.**

LE CONSEIL,

Considérant que le dossier de base du Contrat de quartier Ecluse Saint-Lazarre comprend l'opération 5a.3 qui prévoit l'installation d'un pavillon annexe à l'école communale n°5 sis rue des Quatre-Vents, 190;



Considérant que ce local sera utilisé pour l'accueil de jeunes de 12 ans à 26 ans pour des activités socioculturelles ;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'ASBL Avicenne Centre de Jeunes pour une durée de 5 ans ;

Considérant que cette convention prévoit le versement d'un droit d'occupation de 75,00 EUR et que le montant forfaitaire des charges peut être fixé à la somme de 25,00 EUR ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 16 mars 2015;

DECIDE :

Article 1

D'approuver le projet de convention d'occupation, pour une durée de 5 ans, par l'ASBL Avicenne Centre de Jeunes d'un pavillon annexe à l'école communale n°5 sis rue des Quatre-Vents, 190 ;

Article 2

De fixer le montant du droit d'occupation mensuel à la somme de 75,00 EUR et d'approuver le montant forfaitaire des charges à la somme de 25,00 EUR.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle

Le Conseil approuve le point.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer  
Gemeentelijke eigendommen - Vier-Windenstraat, 190 - Gebruik van een in het kader van het wijkcontract Sluis-Sint-Lazarus gerenoveerd gebouw - Huur van een lokaal gelegen in het gebouw van de gemeentelijke school n°5.**

LE CONSEIL,

Overwegende dat in het kader van Wijkcontract « Sluis Sint-Lazarus» de Gemeente een lokaal in school nr.5 in de Vier-Windenstraat 190 heeft heringericht ;

Overwegende dat het basisdossier van Wijkcontract Sluis sint-Lazarus ingreep 5a.3 omvat die voorziet in de installatie van een paviljoen ;

Overwegende dat dit lokaal zal worden gebruikt voor de opvang van jongeren van 12 tot en met 26 jaar voor sociaal-culturele activiteiten ;

Overwegende dat er dus een gebruiksovereenkomst moet worden gesloten tussen het gemeenbestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw "Avicenne Centre de Jeunes" voor de duur van 5 jaar ;

Overwegende dat deze overeenkomst voorziet in de storting van een gebruiksrecht van 75 EUR en dat het forfaitair bedrag van de lasten kan worden vastgelegd op 25,00 EUR ;

Overwegende dat deze overeenkomst is voorgelegd aan de dienst Juridische zaken ;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op 16 maart 2015 ;

BESLUIT :

Artikel 1

De ontwerpovereenkomst voor het gebruik door de vzw "Avicenne Centre de Jeunes" van een lokaal gelegen in gemeenteschool nr. 5 in de Vier-windenstraat 190 voor een duur van 5 jaar.

Artikel 2

Het bedrag van het maandelijks gebruiksrecht vast te leggen op 75 EUR en het forfaitaire bedrag voor de lasten goed te keuren voor het bedrag van 25,00 EUR.

Deze beraadslaging moet aan de Toezichthoudende overheid worden overgemaakt.

De Raad keurt het punt goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0032 **Département Infrastructures et Développement urbain**  
**Développement Urbain - Nouvelle Loi communale article 236 - Marchés publics -**  
**Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 236, al 2 stipulant que "si la modification entraîne une dépense supplémentaire de plus de 10%, le collège communique sa décision au conseil communal pour information lors de sa prochaine séance.

Est informé des décisions des Collèges suivantes :

**Séance du 17/11/2014 : Développement Urbain: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles approbation du décompte n° 73-0**

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense de 277.906,81 EUR HTVA relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel – articles budgétaires 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2014 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Bellevue, et le solde par des fonds d'emprunt ;

**Séance du 22/12/2014 : Développement Urbain: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles approbation du décompte n° 074**

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense de 3.994,01 EUR HTVA relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - articles budgétaires 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2014 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Bellevue, et le solde par des fonds d'emprunt

**Séance du 22/12/2014 : Développement Urbain: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles approbation du décompte n° 75-A**

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense de 45.969,09 EUR HTVA relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - articles budgétaires 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2014 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Bellevue, et le solde par des fonds d'emprunt ;

**Séance du 22/12/2014 : Développement Urbain: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles approbation du décompte n° 076-0**

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense de 26.279,48 EUR HTVA relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - articles budgétaires 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2014 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Bellevue, et le solde par des fonds d'emprunt ;

**Séance du 22/12/2014 : Développement Urbain: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles approbation du décompte n° 077-B**

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense de 23.019,95 EUR HTVA relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - articles budgétaires 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2014 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Bellevue, et le solde par des fonds d'emprunt ;

**Séance du 22/12/2014 : Développement Urbain: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles approbation du décompte n° 078**

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense de 17.718,13 EUR HTVA relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - articles budgétaires 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2014 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Bellevue, et le solde par des fonds d'emprunt ;

**Séance du 19/01/2015 : Développement Urbain: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles approbation du décompte n° 072**

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense de 16.071,64 EUR HTVA relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - articles budgétaires 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2014 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Bellevue et de FEDER 2013, et le solde par des fonds d'emprunt ;

**Séance du 19/01/2015 : Développement Urbain: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles approbation du décompte n° 079**

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense de 29.825,54 EUR HTVA relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - articles budgétaires 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2014 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Bellevue et de FEDER 2013, et le solde par des fonds d'emprunt ;

**Séance du 13/02/2015 : Développement Urbain: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles approbation du décompte n° 080-A**

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la

dépense de 3.212,53 EUR HTVA relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - articles budgétaires 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2014 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Bellevue, et le solde par des fonds d'emprunt ;

**Séance du 13/02/2015 : Développement Urbain: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles approbation du décompte n° 085**

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense de 1.498,68 EUR HTVA relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - articles budgétaires 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2014 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Bellevue, et le solde par des fonds d'emprunt ;

**Séance du 13/02/2015 : Développement Urbain: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles approbation du décompte n° 090**

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense de 1.752,44 EUR HTVA relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - articles budgétaires 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2014 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Bellevue, et le solde par des fonds d'emprunt ;

**Séance du 02/03/2015 : Développement Urbain: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles approbation du décompte n° 092**

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense de 5.336,00 EUR HTVA relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - articles budgétaires 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2014 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Bellevue, et le solde par des fonds d'emprunt ;

**Séance du 02/03/2015 : Développement Urbain: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles approbation du décompte n°093**

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense de 427,45 EUR HTVA relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - articles budgétaires 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2014 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Bellevue, et le solde par des fonds d'emprunt ;

**Séance du 02/03/2015 : Développement Urbain: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles approbation du décompte n°094**

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense de 678,50 EUR HTVA relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - articles budgétaires 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2014 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Bellevue, et le solde par des fonds d'emprunt ;

**Séance du 02/03/2015 : Développement Urbain: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à**

**1080 Bruxelles approbation du décompte n°095-A**

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense de 3.618,30 EUR HTVA relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - articles budgétaires 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2014 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Bellevue, et le solde par des fonds d'emprunt ;

**Séance du 02/03/2015 : Développement Urbain: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à**

**1080 Bruxelles approbation du décompte n°096**

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense de 6.460,52 EUR HTVA relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - articles budgétaires 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2014 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Bellevue, et le solde par des fonds d'emprunt ;

**Séance du 02/03/2015 : Développement Urbain: Contrat de quartier Cinéma-Bellevue - FEDER 2013 - Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - Site des Brasseries Bellevue Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à**

**1080 Bruxelles approbation du décompte n°099**

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - estimation de la dépense de 5.409,52 EUR HTVA relatif à la réhabilitation partielle d'un ancien site industriel - articles budgétaires 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - budget extraordinaire de l'exercice 2014 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Bellevue, et le solde par des fonds d'emprunt ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

Le Conseil approuve le point.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**

**Stedelijke Ontwikkeling - Nieuwe Gemeentewet artikel 236 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.**

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 236 al 2 waarin bepaald wordt dat indien de wijziging van een bijkomende uitgave van meer dan 10% teweeg brengt, het college zijn beslissing ter kennisgeving meedeelt aan de gemeenteraad op diens eerstvolgende vergadering;

Wordt geïnformeerd over de volgende beslissingen van het College:

**Zitting van 17/11/2014: Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – gedeeltelijke goedkeuring afrekening n° 073-0**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking

– Raming van de uitgave van 277.906,81 EUR btw excl betreffende de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site - Begrotingsartikels 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - uitgave gedekt door de in het kader van wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

**Zitting van 22/12/2014: Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – gedeeltelijke goedkeuring afrekening n° 074**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking  
– Raming van de uitgave van 3.994,01 EUR btw excl betreffende de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site - Begrotingsartikels 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - uitgave gedekt door de in het kader van wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

**Zitting van 22/12/2014: Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – gedeeltelijke goedkeuring afrekening n° 75-A**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking  
– Raming van de uitgave van 45.969,09 EUR btw excl betreffende de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site - Begrotingsartikels 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - uitgave gedekt door de in het kader van wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

**Zitting van 22/12/2014: Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – gedeeltelijke goedkeuring afrekening n° 076**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking  
– Raming van de uitgave van 26.279,48 EUR btw excl betreffende de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site - Begrotingsartikels 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - uitgave gedekt door de in het kader van wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

**Zitting van 22/12/2014: Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – gedeeltelijke goedkeuring afrekening n° 077-B**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking  
– Raming van de uitgave van 23.019,95 EUR btw excl betreffende de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site - Begrotingsartikels 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - uitgave gedekt door de in het kader van wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

**Zitting van 22/12/2014: Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek –**

**gedeeltelijke goedkeuring afrekening n° 078**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming van de uitgave van 17.718,13 EUR btw excl betreffende de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site - Begrotingsartikels 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - uitgave gedekt door de in het kader van wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

**Zitting van 19/01/2015: Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – gedeeltelijke goedkeuring afrekening n° 072**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming van de uitgave van 16.071,64 EUR btw excl betreffende de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site - Begrotingsartikels 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - uitgave gedekt door de in het kader van wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

**Zitting van 19/01/2015: Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – gedeeltelijke goedkeuring afrekening n° 079**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming van de uitgave van 29.825,54 EUR btw excl betreffende de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site - Begrotingsartikels 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - uitgave gedekt door de in het kader van wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

**Zitting van 13/02/2015: Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – gedeeltelijke goedkeuring afrekening n° 80-A**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming van de uitgave van 3.212,53 EUR btw excl betreffende de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site - Begrotingsartikels 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - uitgave gedekt door de in het kader van wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

**Zitting van 13/02/2015 : Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – gedeeltelijke goedkeuring afrekening n° 085**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming van de uitgave van 1.498,68 EUR btw excl betreffende de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site - Begrotingsartikels 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - uitgave gedekt door de in het kader van wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

**Zitting van 13/02/2015 : Stedelijke Ontwikkeling - Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige**

**industriële site – Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – gedeeltelijke goedkeuring afrekening n° 090**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming van de uitgave van 1.752,44 EUR btw excl betreffende de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site - Begrotingsartikels 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - uitgave gedekt door de in het kader van wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

**Zitting van 02/03/2015: Stedelijke Ontwikkeling Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – Goedkeuring afrekening n°092**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming van de uitgave van 5.336,00 EUR btw excl betreffende de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site - Begrotingsartikels 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - uitgave gedekt door de in het kader van wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

**Zitting van 02/03/2015: Stedelijke Ontwikkeling Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – Goedkeuring afrekening n°093**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming van de uitgave van 427,45 EUR btw excl betreffende de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site - Begrotingsartikels 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - uitgave gedekt door de in het kader van wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

**Zitting van 02/03/2015: Stedelijke Ontwikkeling Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – Goedkeuring afrekening n°094**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming van de uitgave van 678,50 EUR btw excl betreffende de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site - Begrotingsartikels 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - uitgave gedekt door de in het kader van wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

**Zitting van 02/03/2015: Stedelijke Ontwikkeling Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – Goedkeuring afrekening n°095-A**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming van de uitgave van 3.618,30 EUR btw excl betreffende de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site - Begrotingsartikels 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - uitgave gedekt door de in het kader van wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

**Zitting van 02/03/2015: Stedelijke Ontwikkeling Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E.**



**Pierronstraat 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – Goedkeuring afrekening n°096**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming van de uitgave van 6.460,52 EUR btw excl betreffende de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site - Begrotingsartikels 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - uitgave gedekt door de in het kader van wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

**Zitting van 02/03/2015: Stedelijke Ontwikkeling Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site – Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E. Pierronstraat 1 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – Goedkeuring afrekening n°099**

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming van de uitgave van 5.409,52 EUR btw excl betreffende de gedeeltelijke renovatie van een voormalige industriële site - Begrotingsartikels 9301/731/60 - 9302/731/60 - 9304/731/60 - buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - uitgave gedekt door de in het kader van wijkcontract Cinema Belle-Vue toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

BESLUIT :

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0033 **Département Infrastructures et Développement urbain  
Politique de la Ville - Approbation de la convention 2015.**

LE CONSEIL,

Considérant la loi spéciale du 06 janvier 2014 portant réforme du financement des communautés et des régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences en son art 35 octies a confié la compétence fédérale « contrat de ville » aux Régions ;

Considérant que l'administration à la Politique de la Ville (service Public Régional de Bruxelles (SPRB), plus précisément la direction rénovation urbaine (DRU)) a demandé à l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean de rédiger un projet de convention pour l'année 2015, lors d'une réunion des coordinateurs locaux de la Politique de la Ville le 27 janvier 2015 ;

Considérant que le service Public Régional de Bruxelles (SPRB) s'engage à octroyer un montant de 2.989.563,00 euros pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 ;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 15 janvier 2015;

Vu le projet de convention fourni par le service Public Régional de Bruxelles (SPRB);

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la convention 2015 pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 relatif à la Politique de la Ville.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la

Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.  
27 votants : 27 votes positifs.

---

**Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**  
**Stedelijk Beleid - Goedkeuring van de overeenkomst 2015.**

DE RAAD,

Gelet het artikel 35octies van de bijzondere wet van 06.01.2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden wordt de federale bevoegdheid 'stadscontract' naar de gewesten overgeheveld;

Gelet op het verzoek van de administratie van het Stedelijk Beleid (de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel (GOB), meer bepaald de directie Stadsvernieuwing (DSV)), tijdens een vergadering van de lokale coördinatoren van het Grootstedenbeleid op 27 januari 2015, aan het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek om een ontwerpovereenkomst op te stellen voor het jaar 2015;

Gelet op de toezegging door de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel (GOB) om een bedrag van 2.989.563,00 euro toe te kennen voor de periode gaande van 1 januari 2015 tot 31 december 2015;

Gelet op op het besluit van de Ministerraad van 15 januari 2015;

Gezien de ontwerpovereenkomst overgemaakt door de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel (GOB);

BESLUIT:

Artikel 1:

De overeenkomst 2015, gaande van 1 januari 2015 tot 31 december 2015, betreffende het Stedelijk Beleid goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0034 **Département Infrastructures et Développement urbain**  
**Développement Urbain - Contrat de quartier Rives Ouest - Projet BELIRIS**  
**(Opération T10/a/b/d/e) – rue des Etangs Noirs 76 - Marché « 4.1.34.1 – Mission d’auteur de projet relative à la construction de 7 logements passifs, rénovation d’un bâtiment en espace collectif et création d’un parc public – Convention de délégation de maîtrise d’ouvrage.**

LE CONSEIL,

Vu l’arrêté du 13 décembre 2007 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuvant le programme quadriennal du Contrat de quartier Rives-Ouest ;

Vu la délibération du Conseil communal du 18 juin 2009 approuvant la modification du programme du Contrat de Quartier Rives Ouest ;

Vu la lettre du 08 octobre 2009 du Cabinet de la Ministre Evelyne Huytebroeck

approuvant la modification du programme du Contrat de Quartier Rives Ouest du 18 juin 2009 ;

Considérant que le programme de base prévoit les opérations 1.1 (T10a/d : Construction d'un immeuble de logement assimilé au logement social), (T10b : Aménagement d'un parc public) et 5(T10e : Aménagement d'un bâtiment collectif) ;

Considérant que le présent marché est un marché conjoint au sens de l'article 19 de la loi du 24.12.1993 et que les paiements seront effectués par deux pouvoirs publics à savoir le SPF Mobilité et Transports (BELIRIS) et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu le protocole d'accord entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean, la Région de Bruxelles-capitale et l'Etat consacrant les droits et obligations de chaque partie dans le cadre du contrat de quartier Rive Ouest (l'initiative 4.1.34 relative au contrat de Quartier Rives Ouest);

Vu l'article 6, §1 dudit protocole d'accord qui consacre la priorité de financement par Beliris au marché d'études, le marché de travaux étant financé à concurrence du solde disponible ;

Vu la notification dudit marché par la Direction Infrastructure de Transport en date du 28.04.2011 à l'association momentanée OB-DR architectes pour un montant de 232.320 eur TVAC ;

Considérant que les honoraires du bureau d'études correspondent à un forfait, non soumis à la révision des prix ; que les seuls suppléments envisageables découleraient de l'éventuel bonus dû le cas échéant en application de la formule n°2 consacrée au cahier des charges 4.1.34.1 et/ou de la commande de prestations complémentaires justifiées par des circonstances imprévues;

Vu l'article 4 du protocole d'accord qui consacre la délégation de maîtrise d'ouvrage sur le marché 4.1.34.1. à la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que le marché des travaux (4.1.34.4) a été attribuée a la firme ENTREPRISES GENERALES FERNAND GILLION ET FILS pour un montant de 2.002.733,49 € Hors TVA, soit 2.309.967,41 € TVA comprise par la commune, dans le cadre des accords de coopération Beliris ;

Considérant que l'intervention financière du SPF Mobilité et Transports est limitée à un montant convenu avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le solde éventuel des travaux est intégralement à charge de la Commune ;

Considérant que la commune et Beliris estiment dès lors préférable de consacrer le budget disponible en priorité au financement du marché de travaux 4.1.34.4, mené sous maîtrise d'ouvrage de la commune ;

Considérant que cette modification permettra de réduire la part du marché de travaux actuellement financée par la commune et que le financement par Beliris sera conservé pour le montant de l'éventuel bonus sur le marché d'études ;

Considérant que cette solution implique néanmoins d'ouvrir la possibilité pour la commune de payer au bureau d'études les éventuels suppléments ;

Prend connaissance de la convention entre l'Etat, la commune et le bureau d'étude ;

Considérant que la présente convention a pour but de définir les modalités de délégation de maîtrise d'ouvrage sur le marché « 4.1.34.1 – Mission d'auteur de projet relative à la construction de 7 logements passifs, rénovation d'un bâtiment en espace collectif et création d'un parc public à Molenbeek-Saint-Jean » à la commune ;

Considérant que la maîtrise d'ouvrage du marché « 4.1.34.1 – Mission d'auteur de projet relative à la construction de 7 logements passifs, rénovation d'un bâtiment en espace collectif et création d'un parc public à Molenbeek-Saint-Jean » peut être déléguée à la commune ;

DECIDE :

Article 1

De prendre connaissance de la convention tel que proposé par l'Etat Fédéral, d'approuver les termes de celle-ci et de la faire sienne ;

Article 2

D'approuver les modalités de délégation de maîtrise d'ouvrage sur le marché « 4.1.34.1 – Mission d'auteur de projet relative à la construction de 7 logements passifs, rénovation d'un bâtiment en espace collectif et création d'un parc public à Molenbeek-Saint-Jean" ;

Le Conseil approuve le point.

27 votants : 27 votes positifs.

---

## **Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**

**Stedelijke Ontwikkeling – Wijkcontract Westoever - Belirisproject (Ingrep T10/a/b/d/e) - Zwarte Vijversstraat 76 - Ontwerperopdracht voor de constructie van 7 passieve woningen, de renovatie van een gebouw in een collectieve ruimte en de creatie van een park - Overeenkomst mbt delegatie van bouwheerschap.**

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest d.d. 13 december 2007 houdende goedkeuring van het vierjaarlijks programma van Wijkcontract Westoever ;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad d.d. 18 juni 2009 houdende goedkeuring van de wijziging van het programma van Wijkcontract Westoever ;

Gezien de brief van 08 oktober 2009 van het kabinet van Minister Evelyne Huytebroeck houdende goedkeuring van de wijziging van het programma van Wijkcontract Westoever d.d. 18 juni 2009;

Overwegende dat het basisdossier voorziet in de ingrepen 1.1 (T10a/d), 4.1 (T10b), 4.5 (P20), 4.9 (R31) en 5.1 (T10e);

Overwegende dat deze opdracht een samengevoegde opdracht is in de zin van artikel 19 van de wet van 24.12.1993 en dat de betalingen verricht worden door twee overheden namelijk de FOD Mobiliteit en Vervoer (BELIRIS) en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien het protocolakkoord tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Staat, dat de rechten en plichten van iedere partij in het kader van wijkcontract West Oevers (het initiatief 4.1.34 betreffende wijkcontract West Oevers) bekrachtigt ;

Gelet op artikel 6, §1 van voormeld protocolakkoord dat de prioriteit voor financiering door Beliris toewijst aan de studieopdracht, waarbij de opdracht voor aanneming van werken wordt gefinancierd ten belope van het beschikbare saldo;

Gelet op de notificatie van bovenvermelde opdracht door de Directie Infrastructuurvervoer op 28.04.2011 aan de tijdelijke vereniging OB-DR architectes voor een bedrag van 232.320 eur BTWi ;

Overwegende dat de erelonen van het studiebureau een forfait betreffen dat niet onderworpen is aan een prijsherziening; dat de enige mogelijke toeslagen het resultaat zouden zijn van de eventuele bonus die in voorkomend geval verschuldigd zou zijn met toepassing van formule 2 zoals vastgelegd in het bestek 4.1.34.1 en/of de bestelling van bijkomende prestaties verantwoord omwille van onvoorziene omstandigheden;

Gelet op artikel 4 van het protocolakkoord dat het bouwheerschap voor opdracht 4.1.34.1. delegeert aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de opdracht voor werken (4.1.34.4) door de gemeente gegund werd aan de firma ENTREPRISES GENERALES FERNAND GILLION ET FILS voor een bedrag van 2.002.733,49 EUR btw excl., hetzij 2.309.967,41 EUR btw inbegrepen, in

het kader van de Beliris-samenwerkingsakkoorden ;  
Overwegende dat de financiële tussenkomst van de FOD Mobiliteit en Vervoer beperkt is tot een overeengekomen bedrag met de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het eventuele saldo van de werken is integraal ten laste van de Gemeente ;  
Overwegende dat de gemeente en Beliris er derhalve de voorkeur aan geven om het beschikbare budget prioritair aan te wenden voor de financiering van de opdracht voor aanneming van werken 4.1.34.4, geleid onder het bouwheerschap van de gemeente;  
Overwegende dat deze wijziging zal toelaten om het aandeel van de opdracht voor aanneming van werken dat momenteel door de gemeente gefinancierd wordt te verminderen; dat de financiering door Beliris wordt gehandhaafd voor het bedrag van de eventuele bonus bij de studieopdracht;  
Overwegende dat deze oplossing evenwel inhoudt dat de gemeente mogelijk de eventuele toeslagen aan het studiebureau betaalt;  
Neemt kennis van de overeenkomst tussen de Staat, de gemeente en het studiebureau ;  
Overwegende dat de onderhavige bijakte heeft tot doel de modaliteiten van overdracht aan de Gemeente van de bouwheerschap op de opdracht “4.1.34.1. – Ontwerperopdracht voor de constructie van een appartementsgebouw, de renovatie van een gebouw in een collectieve ruimte en de creatie van een park te Sint-Jans-Molenbeek” verdeling van de taken en verantwoordelijkheden tussen Beliris en de Stad in het kader van dit initiatief;  
Overwegende dat het bouwheerschap op de opdracht « 4.1.34.1 – Ontwerperopdracht voor de constructie van een appartementsgebouw, de renovatie van een gebouw in een collectieve ruimte en de creatie van een park te Sint-Jans-Molenbeek » wordt door Beliris aan de Gemeente gedelegeerd.

BESLUIT :

Artikel 1

Kennis te nemen van de overeenkomst, de bepalingen ervan zoals voorgesteld door de Federale Staat goed te keuren en ze zich eigen te maken;

Artikel 2

De modaliteiten van de delegatie van het bouwheerschap over de opdracht “4.1.34.1 – Ontwerperopdracht voor de constructie van 7 passieve woningen, de renovatie van een gebouw in een collectieve ruimte en de creatie van een park te Sint-Jans-Molenbeek” goed te keuren;

De Raad keurt het punt goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0035 **Département Infrastructures et Développement urbain**  
**Développement Urbain – CQD PS – Convention Tripartite pour les opérations 1.E1 Meubles de recyclage Klimop, 2.D Rénovation Façades, 6.B BelleVue 4 Starters et 6.D Formation Espace Hôtelier BelleVue.**

LE CONSEIL,

Vu l’ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d’exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l’Ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine) du 27 mai 2010;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 2014 (séance du 18 décembre 2014) par laquelle le Gouvernement de

la Région de Bruxelles-Capitale approuve le programme quadriennal du Contrat de Quartier Durable Petite Senne;

Considérant que ledit programme prévoit :

- l'opération 1.E1 Meubles de recyclage Klimop « Boomerang », portée par Atelier Groot Eiland asbl
- l'opération 2.D Rénovation Façades, portée par le CPAS Molenbeek
- l'opération 6.B BelleVue 4 Starters, portée par Art2Work asbl
- l'opération 6.D Formation Espace hôtelier BelleVue, portée par Molenbeek Formation asbl;

Prend connaissance des conventions tripartites entre la Région de Bruxelles-Capitale et les associations Atelier Groot Eiland, CPAS Molenbeek, Art2Work, Molenbeek Formation et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et les fait siennes;

Considérant que la Région verse les subsides aux opérateurs ;

Considérant que la Région et la Commune doivent effectuer le contrôle quant à l'utilisation de la subvention et la réalisation effective du programme par les opérateurs ;

DECIDE :

Article unique :

De prendre connaissance des conventions tripartites entre la Région de Bruxelles-Capitale et les associations Atelier Groot Eiland, CPAS Molenbeek, Art2Work, Molenbeek Formation et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et de les approuver.

Le Conseil approuve le point.

27 votants : 27 votes positifs.

---

#### **Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**

#### **Stedelijke Ontwikkeling – Duurzaam Wijkcontract Zinneke – Tripartite-overeenkomst ingrepen 1.E1 Recyclagemeubels Klimop, 2.D Renovatie van de Gevels, 6.B BelleVue4Starters en 6.D Opleidingscentrum Hotel Bellevue.**

DE RAAD,

Gezien de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stadsherwaardering en zijn uitvoeringsbesluit (besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende uitvoering van de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stadsherwaardering) van 27 mei 2010;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 december 2014 (zitting van 18 december 2014) waarmee de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het vierjarenprogramma van Duurzaam Wijkcontract Zinneke goedkeurt;

Overwegende dat dit programma voorziet in :

- ingreep 1.E1 Recyclagemeubels Klimop “boomerang”, op initiatief van vzw Atelier Groot Eiland
- ingreep 2.D Renovatie van de Gevels, op initiatief van het OCMW Molenbeek
- ingreep 6.B BelleVue4Starters, op initiatief van vzw Art2Work;
- ingreep 6.D Opleidingscentrum Hotel Bellevue, op initiatief van vzw Molenbeek Formation;

Neemt kennis van de tripartite-overeenkomsten tussen de Regering van het Brussels

Hoofdstedelijk Gewest en de verenigingen Atelier Groot Eiland, OCMW Molenbeek, Art2Work, Molenbeek Formation en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en maakt ze zich eigen;

Overwegende dat het Gewest subsidies overschrijft aan de initiatiefnemers;

Overwegende dat het Gewest en de Gemeente de controle moeten uitvoeren betreffende het gebruik van de subsidie en de effectieve verwezenlijking van het programma door de initiatiefnemers;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 maart 2013 ;

**BESLUIT :**

Enig artikel :

Kennis te nemen van de tripartite-overeenkomsten tussen het Brussel Hoofdstedelijk Gewest en de verenigingen Atelier Groot Eiland, OCMW Molenbeek, Art2Work, Molenbeek Formation en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en deze goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0036 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**  
**Urbanisme - pl/cdc - Attribution du nom 'Espace Baron Paul Halter' au lieu-dit 'la fontaine' à proximité du building 'Arc-en-ciel' sis à l'angle des boulevards Edmond Machtens et Louis Mettwie.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean souhaite rendre hommage au Baron Halter, figure marquante de la résistance belge lors de la seconde guerre mondiale;

Considérant qu'il est à rappeler que Paul Halter est né à Genève (Suisse) le 10 octobre 1920, belge par naturalisation de ses parents, dirigeant depuis 1935 des Faucons Rouges jusqu'à son arrestation en juin 1943 et déporté vers Auschwitz le 20 septembre 1943, ensuite, il travailla dans les mines jusqu'en janvier 1945 d'où il s'échappa;

Considérant que parmi les nombreuses distinctions honorifiques qui lui ont été décernées, il faut retenir le grade de 'Officier de l'ordre de Léopold II avec deux glaives croisés', de 'Croix de guerre 1940 avec palme', de 'Médaille de la résistance 1940-1945', de 'Médaille du volontaire de guerre combattant 40-45', de 'Croix du prisonnier politique 1940-1945', de 'Croix d'Auschwitz (Pologne)' et qu'il fut également élevé au rang de baron par le roi Albert II de Belgique en 1996;

Considérant également qu'il a été président de la Fondation Auschwitz depuis 1980; que cette association vise à intégrer la mémoire des crimes perpétrés par les nazis dans la conscience historique contemporaine et prévenir ainsi la résurgence des idéologies ou des régimes qui foulent au pied la dignité et les libertés humaines;

Considérant que le baron Halter est décédé le 30 mars 2013 (à 92 ans) à Molenbeek-Saint-Jean; que notre Commune désire lui rendre hommage;

Considérant que le lieu-dit 'la fontaine' à proximité du building Arc-en-ciel sis à l'angle des boulevards Edmond Machtens et Louis Mettwie ne porte pas de dénomination;

Considérant que cette fontaine se situe sur un terrain appartenant à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean;

Considérant qu'aucun numéro de police d'immeuble ne sera lié à cet espace;

Considérant que la dénomination d'un lieu est soumise à la consultation des autres communes bruxelloises et de la Commission Royale de Toponymie et de Dialectologie;  
Considérant que la Commission Royale de Toponymie et de Dialectologie a donné son accord le 08/09/2014 sur la dénomination 'Espace Baron Paul Halter';  
Considérant que le Collège des Bourgmestres et Echevins a confirmé en sa séance du 21/10/2014 le nom 'Espace Baron Paul Halter';  
Considérant qu'un courrier a été adressé aux autres communes bruxelloises en date du 17/12/2014;  
Considérant que 4 communes ont signalé, après vérification, qu'elles n'avaient pas de remarques à formuler sur le nom 'Espace Baron Paul Halter';  
Considérant que le délai est dépassé pour recevoir les remarques des autres communes;  
Considérant qu'en tenant compte des éléments ci-dessus, le Collège des Bourgmestres et Echevins propose d'attribuer la dénomination 'Espace Baron Paul Halter' au lieu-dit 'la fontaine' à proximité du building Arc-en-ciel sis à l'angle des boulevards Edmond Machtens et Louis Mettwie et d'entériner la décision par le Conseil Communal;

DECIDE :

Article unique

D'attribuer la dénomination 'Espace Baron Paul Halter' au lieu-dit 'la fontaine' à proximité du building Arc-en-ciel sis à l'angle des boulevards Edmond Machtens et Louis Mettwie et de soumettre la présente décision au Conseil Communal.

Le Conseil approuve le point.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer**

**Stedenbouw - pl/cdc - Toekenning van de naam "Baron Paul Halterplaats" aan de plaats genaamd "de fontein" in de nabijheid van het "Regenboog gebouw" gelegen in de hoek van de Edmond Machtenslaan en de Louis Mettwielaan.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek wenst hulde te brengen aan Baron Halter, een opmerkelijke persoonlijkheid voor het Belgische verzet tijdens de tweede wereldoorlog;

Overwegende dat er moet herinnerd worden aan het volgende: Paul HALTER is op 10 oktober 1920 geboren in Genève (Zwitserland). Hij werd Belg door naturalisatie van zijn ouders. Hij leidde sinds 1935 de Rode Valken tot hij in juni 1943 werd gearresteerd en naar Auschwitz gedeporteerd op 20 september 1943. Nadien heeft hij in de mijnen gewerkt. In januari 1945 is hij weggelopen.

Overwegende dat bij de talrijke eervolle scheidingen die hem toegekend werden, wij vooral de volgende moeten onthouden: de graad van "Orde-officier van Leopold II met de twee gekruiste zwaarden", "Oorlogskruis 1940 met palm", "Medaille van de Weerstand 1940-1945", "Medaille van de Oorlogsvrijwilliger-Strijder 40-45", "Kruis van politiek gevangene 1940-1945", "Auschwitzkruis (Polen)". Bovendien werd hij tot Baron uitgeroepen door Koning Albert II van België in 1996;

Overwegende eveneens dat hij de voorzitter was van de Auschwitzstichting sinds 1980, deze stichting heeft als doelstelling de nazimisdaden in herinnering te brengen in de hedendaagse geschiedenis en zo te voorkomen dat ideologieën of regeringen een inbreuk maken op de menselijke waardigheid en vrijheid;

Overwegende dat Baron Halter op 30 maart 2013 overleed in Sint-Jans-Molenbeek (hij



was 92 jaar), dat onze Gemeente hulde wenst te brengen aan hem;  
Overwegende dat de plaats genaamd "de fontein" in de nabijheid van het "Regenboog gebouw" gelegen in de hoek van de Edmond Machtenslaan en de Louis Mettwielaan momenteel geen naam heeft;  
Overwegende dat deze fontein op een terrein staat dat tot de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek behoort;  
Overwegende dat er geen enkel huisnummer zal toegekend worden aan deze plaats;  
Overwegende dat de benaming van een plaats moet voorgelegd worden aan de andere Brusselse gemeentes en aan de Koninklijke Commissie voor Toponymie en Dialectologie;  
Overwegende dat de Koninklijke Commissie voor Toponymie en Dialectologie op 08/09/2014 haar goedkeuring heeft gegeven voor de benaming van de "Baron Paul Halterplaats";  
Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 21/10/2014 de naam "Baron Paul Halterplaats" goedgekeurd heeft;  
Overwegende dat er op 17/12/2014 een brief werd gestuurd naar de andere Brusselse gemeentes;  
Overwegende dat 4 gemeentes na controle hebben laten weten dat ze geen opmerkingen hadden betreffende de naam "Baron Paul Halterplaats";  
Overwegende dat de termijn om de opmerkingen van de andere gemeentes te ontvangen voorbij is;  
Overwegende dat, rekening houdende met de bovenvermelde elementen, het College van Burgemeester en Schepenen voorstelt om de naam "Baron Paul Halterplaats" toe te kennen aan de plaats genaamd "de fontein" in de nabijheid van het "Regenboog gebouw" gelegen in de hoek van de Edmond Machtenslaan en de Louis Mettwielaan en deze beslissing door de Gemeenteraad te laten goedkeuren;

BESLUIT :

Enig artikel

De naam "Baron Paul Halterplaats" toe te kennen aan de plaats genaamd "de fontein" in de nabijheid van het "Regenboog gebouw" gelegen in de hoek van de Edmond Machtenslaan en de Louis Mettwielaan, en huidige beslissing voor te leggen aan de Gemeenteraad.

De Raad keurt het punt goed.  
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0037 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**  
**Urbanisme - pl/cdc - Attribution du nom 'rue de la Petite Senne' à la nouvelle voirie à créer entre les rues Sainte-Marie et Vandermaelen sur l'ancien site 'Stevens'.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;  
Considérant que dans le cadre du rachat par la Commune et de l'urbanisation de l'ancien site 'Stevens' situé entre les rues Sainte-Marie et Vandermaelen, une nouvelle voirie sera créée;  
Considérant que cette nouvelle voirie sera implantée sur le tracé de la Petite Senne dont on voit encore le cheminement sur les plans cadastraux depuis la porte de Ninove jusqu'à la place Saintelette;  
Considérant que la volonté de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a toujours été de mettre en valeur ce tracé par l'intermédiaire des contrats de quartier 'Cinéma-Bellevue'

et 'Autour de Léopold'; que cette volonté s'est notamment concrétisée par l'aménagement du parc 'Petite Senne' situé rue du Ruisseau;

Considérant que les permis d'urbanisme 35.768 (délivré à la Commune le 5/12/2013 pour, notamment, la construction d'un immeuble pour le service communal de la population) et 35.747 (délivré à la Commune le 20/09/2013 pour la construction d'une crèche) délimiteront cette future voirie;

Considérant enfin que cette voie permettra une meilleure visibilité et accessibilité depuis le métro Comte de Flandre vers le site Ajja;

Considérant que la dénomination d'une voirie est soumise à la consultation des autres communes bruxelloises et de la Commission Royale de Toponymie et de Dialectologie;

Considérant que la Commission Royale de Toponymie et de Dialectologie a donné son accord le 16/10/2014 sur la dénomination 'rue de la Petite Senne';

Considérant qu'un courrier a été adressé aux autres communes bruxelloises en date du 17/12/2014;

Considérant que 4 communes ont signalé, après vérification, qu'elles n'avaient pas de remarques à formuler sur le nom 'rue de la Petite Senne';

Considérant que le délai est dépassé pour recevoir les remarques des autres communes;

Considérant qu'en tenant compte des éléments ci-dessus, le Collège des Bourgmestres et Echevins propose d'attribuer la dénomination 'rue de la Petite Senne' à la nouvelle voirie à créer entre les rues Sainte-Marie et Vandermaelen sur l'ancien site 'Stevens';

DECIDE :

#### Article unique

D'attribuer la dénomination 'rue de la Petite Senne' à la nouvelle voirie à créer entre les rues Sainte-Marie et Vandermaelen sur l'ancien site 'Stevens' et de soumettre la présente décision au Conseil Communal.

Le Conseil approuve le point.

27 votants : 27 votes positifs.

---

#### **Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer**

**Stedenbouw – pl/cdc - toekenning van de naam "Zinnekestraat" aan de nieuwe weg die aangelegd zal worden tussen de Sint-Maria- en de Vandermaelenstraat op de vroegere site "Stevens".**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat in het kader van de afkoop door de Gemeente en de verstedelijking van de vroegere site "Stevens" gelegen tussen de Sint-Maria- en de Vandermaelenstraat, een nieuwe weg zal aangelegd worden;

Overwegende dat deze nieuwe weg zal aangelegd worden op het traject van het Zinneke waarvan we nog steeds de bedding kunnen zien op de kadastrale plannen vanaf de Ninoofsepoort tot aan het Saincteletteplein;

Overwegende dat de Gemeente Molenbeek dit traject altijd heeft willen opwaarderen via de wijkcontracten "Cinema Bellevue" en "Rond Leopold", dat deze wens voornamelijk uitgekomen is door de heraanleg van het "Zinnekepark" gelegen in de Beekstraat;

Overwegende dat de stedenbouwkundige vergunningen 35.768 (afgeleverd aan de Gemeente op 5/12/2013, om onder andere de bouw van een gebouw voor de dienst bevolking van de gemeente) en 35.747 (afgeleverd aan de Gemeente op 20/09/2013 voor de bouw van een kinderdagverblijf) deze toekomstige weg zullen afbakenen;

Overwegende tenslotte dat deze weg een betere zichtbaarheid en toegankelijkheid zal

bieden vanaf de metro Graaf van Vlaanderen naar de site van Ajja;  
Overwegende dat de benaming van een straat moet voorgelegd worden aan de andere Brusselse gemeentes en aan de Koninklijke Commissie voor Toponymie en Dialectologie;  
Overwegende dat de Koninklijke Commissie voor Toponymie en Dialectologie op 16/10/2014 haar goedkeuring heeft gegeven voor de benaming van 'de Zinnekestraat';  
Overwegende dat er op 17/12/2014 een brief werd gestuurd naar de andere Brusselse gemeentes;  
Overwegende dat 4 gemeentes na controle hebben laten weten dat ze geen opmerkingen hadden betreffende de naam "Zinnekestraat";  
Overwegende dat de termijn om de opmerkingen van de andere gemeentes te ontvangen voorbij is;  
Overwegende dat, rekening houdende met de bovenvermelde elementen, het College van Burgemeester en Schepenen voorstelt om de naam "Zinnekestraat" toe te kennen aan de nieuwe weg die aangelegd zal worden tussen de Sint-Mariastraat en de Vandermaelenstraat op de vroegere site "Stevens" en deze beslissing door de Gemeenteraad te laten goedkeuren;

**BESLIST :**

Enig artikel

De naam "Zinnekestraat" toe te kennen aan de nieuwe weg die aangelegd zal worden tussen de Sint-Maria- en de Vandermaelenstraat op de vroegere site "Stevens", en huidige beslissing voor te leggen aan de Gemeenteraad.

De Raad keurt het punt goed.  
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

---

25.03.2015/A/0038 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**  
**Octroi d'un subside à l'asbl « Nouvelles Perspectives ».**

**LE CONSEIL :**

Considérant que l'asbl Nouvelles Perspectives est une association molenbeekoise ;  
Considérant que cette organisation a pour objectif de favoriser la cohésion sociale ;  
Considérant que ses activités conjuguent activité physique, éducative et vie collective afin de stimuler le plaisir de ses membres ;  
Considérant que les publics cibles sont issus des quartiers populaires ;  
Considérant que cette association souhaite organiser un camping sportif au Domaine de « De hoge Rielen », entre le 16 et le 19 février 2015 ;  
Considérant que l'objectif poursuivi intègre une dimension citoyenne et éducative, favorisant le développement personnel du jeune ;  
Considérant les valeurs véhiculées par ce projet tels que la tolérance, la solidarité, le respect, l'entraide et le dépassement de soi ;  
Considérant le montant élevé des frais engagés relatifs à l'organisation de ce camp sportif ;  
Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

**DECIDE :**

Article 1 :  
d'accorder un subside d'un montant de € 1000,00 à l'asbl « Nouvelles Perspectives »,

n° d'entreprise 0889.112.787, sise rue Edmond de Grimberghe, 22 à 1080 Bruxelles ;  
Article 2 :  
de réserver la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE07 9792 3882 0166 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.  
27 votants : 27 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**  
**Toekenning van een subsidie aan de vzw « Nouvelles Perspectives ».**

DE RAAD :

Overwegende dat de vzw Nouvelles Perspectives Molenbeekse vereniging is ;  
Overwegende dat deze organisatie als doelstelling heeft de sociale cohesie te bevorderen ;  
Overwegende dat haar activiteiten fysieke en educatieve activiteiten en het collectieve leven verbindt om het vermaak van haar leden te stimuleren ;  
Overwegende dat de doelgroepen afkomstig zijn uit volkswijken ;  
Overwegende dat deze vereniging een sportcamping wil organiseren in Domein « De hoge Rielen » tussen 16 en 19 februari 2015 ;  
Overwegende dat de nagestreefde doelstelling een op burgerschap en educatie geënte dimensie integreert en daarbij de persoonlijke ontwikkeling van de jongere bevordert ;  
Gezien de waarden die door dit project worden uitgedragen zoals verdraagzaamheid, solidariteit, respect, wederzijdse hulp en zelfverheffing ;  
Gezien het hoge bedrag van de kosten die worden aangegaan met betrekking tot de organisatie van dit sportkamp ;  
Gezien de beschikbare kredieten op artikel 7640/332/02 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar ;

BESLIST:

Artikel 1 :  
een subsidie toe te kennen voor een bedrag van 1.000,00 EUR aan de vzw « Nouvelles Perspectives », ondernemingsnummer 0889.112.787, gevestigd in de Edmond de Grimberghestraat 22 te 1080 Brussel ;  
Artikel 2 :  
de uitgave te reserveren op artikel 7640/332/02 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op rekeningnummer BE07 9792 3882 0166 van de vereniging.

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichhoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.  
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

LE CONSEIL,

Considérant que l'Academy Tiger Club est un club de Taekwondo, installé depuis plusieurs années sur Molenbeek-Saint-Jean et forme des enfants et jeunes issus de populations particulièrement défavorisées sur le plan socio-économique ;

Considérant que celui-ci fournit des performances remarquables ;

Considérant la volonté du club de participer à plusieurs open internationaux avec ses jeunes, tant en Belgique qu'aux Pays-Bas ;

Considérant la nécessité d'aider le club pour qu'il puisse faire participer un maximum d'enfants et de jeunes à ces compétitions en vue de leur permettre d'accéder aux championnats d'Europe et du Monde ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

d'accorder un subside d'un montant de 1500,00 EUR à l'Academy Tiger Club, sise rue de la Perle, 4 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean (n°0474 154 212) afin de l'aider à faire participer ses jeunes à un maximum d'Open ;

Article 2 :

de réserver la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE66 0013 5200 0043 de l'Academy Tiger Club.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**  
**Toekenning van een subsidie aan de Academy Tiger Club.**

DE RAAD,

Overwegende dat de Academy Tiger Club een Taekwondoclub is die al jaren gevestigd is in Sint-Jans-Molenbeek en er kinderen en jongeren vormt die afkomstig zijn uit bevolkingsgroepen die bijzonder kwetsbaar zijn op sociaal-economisch vlak ;

Overwegende dat deze club opmerkelijke prestaties levert ;

Overwegende dat de club met haar jongeren wil deelnemen aan verscheidene 'open internationals', zowel in België als in Nederland ;

Overwegende dat de club moet worden geholpen wil ze een maximum aantal kinderen en jongeren aan deze competities kunnen laten deelnemen om te kunnen doorstoten naar de Europese en Wereldkampioenschappen ;

Gezien de beschikbare kredieten op artikel 7640/332/02 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar ;

**BESLIST:**

Artikel 1 :

een subsidie toe te kennen voor een bedrag van 1.500,00 EUR aan de Academy Tiger Club gevestigd in de parelstraat 4 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek (nr.0474 154 212) om haar te helpen haar jongeren te doen deelnemen aan een maximum Open kampioenschappen ;

Artikel 2 :

de uitgave te reserveren op artikel 7640/332/02 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op rekeningnummer BE66 0013 5200 0043 van de Academy Tiger Club.

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

*Amet Gjanaj entre en séance / treedt in zitting*

*Nader Rekik entre en séance / treedt in zitting*

*Farida Tahar entre en séance / treedt in zitting*

*Shazia Manzoor entre en séance / treedt in zitting*

---

25.03.2015/A/0040 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Motion introduite par Monsieur Eylenbosch relative à la propreté.**

LE CONSEIL,

En octobre dernier, suite au velléité déjà affirmée de la Ministre Laanan, j'avais, vous vous en souviendrez chers collègues, introduit une motion contre la suppression d'une tournée de ramassage de sacs poubelles blancs.

J'avais espéré une marche arrière des autorités régionales sur le sujet. Raison pour laquelle je l'avais retirée.

D'autres initiatives au sein de ce conseil communal ont été portées par différentes composantes de ce conseil.

Aujourd'hui les masques sont tombés et la révolution des ordures est en route.

Me revoilà, plus en colère que jamais, et inquiet du peu de cas qu'il est fait des plus démunis, des plus défavorisés oubliés par une réforme irréfléchie. C'est en tant que président du Logement Molenbeekois que j'introduis ce texte.

**MOTION présentée au Conseil Communal de Mars 2015**

Attendu que Madame la Ministre Laanan a introduit un nouveau plan de collecte des déchets en Région de Bruxelles Capitale avec une entrée en vigueur début 2016.

Attendu que le plan actuel prévoit 2 ramassages hebdomadaires des sacs blancs concernant les déchets non triés.

Attendu qu'il est fait aujourd'hui un ramassage alternatif bimensuel des sacs jaunes (carton, papier) et bleus (bouteilles, berlingots).

Attendu que la taille de beaucoup de logements en RBC ne permet pas le stockage de nombreux sacs dans les appartements.

Attendu que les ménages occupant ces logements sont souvent des familles nombreuses et donc confrontés à une quantité importantes de déchets divers.

Attendu que la volonté de la Ministre Laanan est de supprimer un ramassage des sacs blancs et de le remplacer par un ramassage de sacs oranges plus résistant destinés aux ordures organiques.

Attendu que ces sacs oranges ne seront ramassés qu'une fois par semaine.

Attendu que le tri proposé des ordures organiques fera que les sacs blancs ne pourront plus être utilisés pour ces mêmes déchets organiques.

Attendu qu'en conséquence cela revient à forcer le stockage des ordures organiques pendant une semaine par les ménages.

Attendu que ce genre d'ordure est la source première des nuisances olfactives et d'attrait pour toutes sortes d'insectes et de rongeurs.

Attendu que la pression des déchets est déjà forte aux sein des immeubles en général et que le stockage de tels déchets en quantités et sur une période plus longue risque d'être problématique pour le maintien d'une hygiène correcte des appartements et des communs.

Attendu que la collectivité est déjà soumise à des incivilités nombreuses au niveau de la propreté publique et doit investir des sommes importantes afin de tenter maintenir cette propreté au mieux possible.

Attendu que la création du ramassage des seuls déchets organique est un élément positif mais organisé sans tenir compte de la situation déjà difficile de nombreux ménages.

Le conseil Communal de Molenbeek-Saint-Jean à l'attention du gouvernement de la RBC:

1. demande qu'il soit tenu compte des réalités du terrain en maintenant et même augmentant le nombre des collectes des sacs blancs;
2. demande de garantir la santé des habitants et le maintien d'une hygiène de qualité dans les immeubles;
3. propose à la Ministre Régionale de privilégier les tournées de ramassage des immondices en fin de soirée comme dans d'autres grandes villes européennes afin d'améliorer la propreté des rues;
4. Demande le maintien du ramassage alterné des sacs bleus et jaunes et d'organiser une meilleure communication des collectes et de leur objet via différents médias ;
5. propose de développer une nouvelle déchetterie le long de la Rue Vandepereboom afin de permettre aux habitants de l'Ouest de Bruxelles de pouvoir déposer leurs encombrants dans une station de tri ;
6. demande à ce que des mesures plus répressives soient prises à l'encontre des pollueurs en multipliant les contrôles et en augmentant le montant des amendes afin de privilégier encore plus la dissuasion de verser des immondices ou des encombrants sur le territoire de la Région ;
7. propose d'instaurer une carte de dépôt de matériaux de construction en déchetterie pour les professionnels du secteur avec une comptabilisation des quantités déposées pour permettre, lors du contrôle d'un chantier, de vérifier si l'entrepreneur respecte les règles d'évacuation de ses déchets de chantier ;

8. Propose l'organisation d'une étude comparative entre les systèmes de collectes des ordures dans différentes grandes villes au plan technique, financier et efficacité ; que ces résultats soient communiqués au citoyens et qu'une consultation soit organisée afin de donner le choix du système aux habitants de la RBC ;
9. Demande de soutenir une opération test de ramassage des ordures ménagères (sacs blancs) via conteneurs dans un quartier pilote de Molenbeek St Jean en collaboration avec la Commune.

Le conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean demande au collège des Bourgmestre et échevins de transmettre la présente motion aux autres Conseils Communaux de la Région de Bruxelles Capitale et de transmettre celle-ci à la Ministre compétente ainsi qu'à tout le gouvernement de la RBC.

Michel Eylenbosch

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 24 votes positifs, 6 votes négatifs, 1 abstention.

---

#### **Departement Algemene diensten en Demografie**

#### **Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Mijnheer Eylenbosch betreffende de properheid.**

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 24 positieve stemmen, 6 negatieve stemmen, 1 onthouding.

---

25.03.2015/A/0041 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ikazban relative au Partenariat Local de Prévention (PLP).**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Ikazban, dont le texte suit:

Madame La Bourgmestre,  
Chers Collègues,

Je voulais saluer l'initiative appuyée par la commune de la mise en place du projet de Partenariat Local de Prévention, PLP, dans le quartier Maritime, à proximité de Citydev et Télé Bruxelles.

Vous dites que la demande émane de la population, et c'est effectivement la première condition pour sa mise en place.

La commune de Ganshoren, sous le maïorat de Michèle Carthé, avait initié, en 2011 cette collaboration entre les habitants d'un quartier, la police locale et la commune, pour lutter contre les cambriolages des maisons.

En trois ans, le partenariat a évolué pour prévenir les vols dans les voitures et la criminalité, aux abords des écoles.

Le système fonctionne tant qu'il est bien encadré et que les acteurs soient suffisamment en nombre et de confiance.



C'est pour cela, Madame la Bourgmestre que je voudrais nous inviter tous à nous poser un supplément de questions, un instant, pour réfléchir sur les dérives possibles que ce PLP risquerait d'engendrer, afin de ne pas monter les Molenbeekoïses les uns contre les autres.

J'ai noté dans l'article paru le 28 janvier dernier, dans le journal Sud Presse, que pour vous Madame la Bourgmestre, ce PLP consisterait en « une meilleure collaboration entre les habitants d'un quartier et la police locale via l'échange d'informations entre les membres du PLP et la police locale ».

Certes, vous précisez qu'une "incitation" à la "délation", ne suffit pas, mais si nous ne prenons pas les dispositions préalables nécessaires, la paix sociale risque de s'en trouver bouleversée.

Je voudrais vous faire part des inquiétudes que ce joli projet a fait naître en moi :

\*Même si les personnes qui s'informent mutuellement, au travers de ce dispositif de solidarité, sont assurées de l'anonymat, il y a un risque de dérapage, si on ne s'en tient pas à la diffusion de conseils de préventions hebdomadaires, en fonction des informations récoltées ;

\* Ces dérapages peuvent être multiples. La suspicion pourrait peser sur les uns ou sur les autres. Des soupçons qui pourraient mener certains à des actes de vengeance ;

\* D'autres dérapages comme les règlements de compte entre habitants ;

\* Sans compter la stigmatisation plus accrue encore sur la population d'un quartier ;

\* J'estime qu'il faudrait une réelle responsabilisation de la police de proximité. Par exemple, quand un jeune en âge d'être scolarisé traîne dans les rues, le rôle de l'agent de quartier devrait être avant tout préventif et non pas guidé par une réaction seulement répressive.

Cet agent, comme tout agent de police de proximité, devrait être apte à dispenser les conseils en "bon père de famille" pour empêcher son décrochage scolaire et social !

Voici les possibles de dérapages que j'ai relevés, et je suis certain, qu'à plusieurs, on pourrait en pointer d'autres et les éviter.

Je vous remercie pour votre écoute et d'avance pour vos réponses.

Jamal Ikazban  
Chef de Groupe PS

Le point est reporté.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Ikazban**  
**betreffende het buurtinformatienetwerk (BIN).**

Het punt wordt verdaagd.

**Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Damme relative à la fermeture de la sortie 12 du RING 0.**

Le point est reporté.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie  
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme betreffende de sluiting van afrit 12 van RING 0.**

DE RAAD,

Elke ochtend en avond rijden honderden auto's door de woonwijken van Nieuw Molenbeek en Dilbeek om zo een kortere (en vooral snellere) verbindingsweg te vinden tussen de Ring O en de Mettwielaan, de Gentse Steenweg en het centrum van Brussel. Niet alleen creëert dat veel overlast voor bewoners maar bovendien zorgt dit vaak voor gevaarlijke situaties. Zo rijden elke ochtend honderden wagens die niet in de buurt moeten zijn voorbij 'school 16', waar maar liefst 1000 leerlingen van minder dan 12 jaar school lopen. Vaak gebeurt dat tegen onaangepaste snelheid. 's Avonds gebeurt hetzelfde in omgekeerde richting, waarbij hetzelfde verkeer bv. langs het rusthuis Arcadia, met bijna 200 bedden, komt.

Ik probeerde in het verleden al met de gemeente Dilbeek een oplossing te vinden voor het sluipverkeer. Zo werd onder andere de doorgang tussen de Kasterlindenstraat en de Ferdinand Elbersstraat afgesloten. Dit bleek echter geen duurzame oplossing, vermits het sluipverkeer weer een andere weg vond doorheen de woonwijken. De enige structurele oplossing is dan ook de sluiting van het op- en afrittencomplex. Ik hoop dat het niet blijft bij een proefperiode maar dat deze beslissing ook op langere termijn wordt gehandhaafd.

sp.a Molenbeek vraagt dat ook de gemeente Molenbeek zich openlijk achter dit initiatief schaart.

Graag had ik dan ook een antwoord op volgende vragen:

- bent u geïnformeerd over de afsluiting van afrit 12?
- heeft u overlegd met de bevoegd minister of met onze buurgemeente dilbeek?
- wat is het standpunt van de gemeente over deze beslissing en zal dit standpunt ook gecommuniceerd worden naar de minister en de gemeente Dilbeek?

Met vriendelijke groeten

Jef Van Damme  
Fractievoorzitter/Président de groupe  
Brussels parlementslid voor sp.a - Parlementaire bruxellois sp.a  
Molenbeeks gemeenteraadslid - conseiller communal à Molenbeek-Saint-Jean  
[www.jefvandamme.be](http://www.jefvandamme.be)  
02/549.66.55

Het punt wordt verdaagd.

---

## **fermetures ou licenciements dans les entreprises molenbeekoises.**

LE CONSEIL,

Pren connaissance de la demande d'interpellation introduite par Monsieur De Block, dont le texte suit:

Bonjour, veuillez agender la question orale suivante à l'OJ du conseil communal de la semaine prochaine svp sur le sujet des fermetures ou licenciements dans d'entreprises Molenbeekoises.

Depuis quelques temps, nous apprenons des mauvaises nouvelles pour l'emploi à Molenbeek.

Takeda annonce fin février de fermer son usine à Molenbeek: 109 emplois perdus, dont une 20-aîne de Molenbeekois (alors que la multinationale ne ferait pas des pertes).

L'échevin de l'emploi a suggéré à la direction de prendre contact avec la Région pour que la cellule de réinsertion puisse accompagner les personnes licenciées à retrouver un emploi.

Mais quelles sont les démarches faites par la commune pour préserver l'emploi? La multinationale soulève les problèmes de manque de possibilité d'élargir son usine à Molenbeek. Quelles sont les problèmes concrets mentionnés par la multinationale? Est-ce que la commune peut trouver des solutions?

Dirk De Block  
Conseiller communal PTB\*PVDA  
0487/425.125  
Rue Houzeau de Lehaie 20A  
1080 Molenbeek-Saint-Jean

Le Conseil prend connaissance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer De Block**  
**betreffende de sluitingen en de ontslagen in de molenbeekse bedrijven.**

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance jeudi 26/03/2015 à 21:15  
Opheffing van de zitting op donderdag 26/03/2015 om 21:15

Le Secrétaire Communal,  
De Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil,  
De Voorzitter van de Raad,

Jacques De Winne

Michel Eylenbosch